



# **RAPPORT**

du

## **TRIBUNAL CANTONAL**

de l'Etat de Fribourg

sur l'administration de la justice  
pour l'exercice

**2003**

---

# **RECHENSCHAFTSBERICHT**

des

## **KANTONSGERICHTES**

des Staates Freiburg

über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden  
im Jahre

**2003**

# SOMMAIRE / INHALTSÜBERSICHT

	page / Seite
• <b>Partie générale</b>	5 ss
• <b>Allgemeiner Teil</b>	23 ff.
• <b>Partie statistique / Statistischer Teil</b>	
A. <b>Tribunal cantonal / Kantonsgericht</b>	41 ss / 41 ff.
B. <b>Ministère public / Staatsanwaltschaft</b>	76 / 76
C. <b>Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte</b>	77 ss / 77 ff.
D. <b>Juges d'instruction / Untersuchungsrichter</b>	97 ss / 97 ff.
E. <b>Justices de Paix / Friedensgerichte</b>	100 ss / 100 ff.
F. <b>Chambre pénale des mineurs / Jugendstrafkammer</b>	104 ss / 104 ff.
G. <b>Préfectures / Oberämter</b>	112 ss / 112 ff.
• <b>Règlements, circulaires, directives et recommandations / Reglemente, Rundschreiben, Richtlinien und Empfehlungen</b>	115 ss / 115 ff.

# AU GRAND CONSEIL

## du canton de Fribourg

---

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux art. 64 de la Constitution du canton de Fribourg et 94 de la loi d'organisation judiciaire (LOJ), nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport annuel sur l'administration de la justice dans le canton.

### 1. Considérations générales

#### 1.1. Relations entre les autorités

a) Une rencontre, le 19 novembre 2003, entre des délégations du Conseil d'Etat et du Tribunal cantonal a été principalement consacrée à la question de la maîtrise des coûts dans le domaine judiciaire. Les coûts des expertises pénales ont représenté en moyenne, ces cinq dernières années, un montant total de 240'000 francs par année. Dans le but notamment de favoriser la prise de conscience des coûts, la Chambre pénale a émis une directive à l'attention des juges d'instruction les invitant, avant d'ordonner une expertise coûteuse, à bien circonscrire le mandat, à négocier le tarif et, si le coût devisé dépasse 10'000 francs, à informer le président de l'Office. Lors de cette rencontre, la délégation du Tribunal cantonal a par ailleurs relevé que la gestion du budget du pouvoir judiciaire et le contrôle des comptes n'étaient pas, actuellement, du ressort du Tribunal cantonal, mais de l'administration. Pour le budget 2005, le Conseil d'Etat envisage d'impliquer davantage le pouvoir judiciaire dans la procédure budgétaire.

b) Une rencontre prévue entre la Commission de justice et le Tribunal cantonal a dû être annulée.

#### 1.2. Procédures de consultation

En 2003, le Tribunal cantonal a été consulté au sujet de plusieurs avant-projets d'actes législatifs. Il s'est déterminé notamment sur les actes suivants:

En ce qui concerne l'avant-projet de constitution, il a salué le renforcement de l'autonomie et de l'indépendance du pouvoir judiciaire tel que conçu. Il s'est prononcé en faveur de la fusion des deux tribunaux cantonaux supérieurs, considérant que celle-ci devrait apporter des synergies et favoriser une politique judiciaire cohérente. Il a souligné que cette fusion ne devrait pas se limiter à la juxtaposition des deux tribunaux existants, qui n'auraient en commun qu'une bibliothèque, des salles d'audience ou une cafétéria, mais qu'il s'agirait de créer un nouveau tribunal, sous le nom de Tribunal d'appel, ayant pour tâche de trancher comme autorité judiciaire cantonale supérieure le contentieux en matière civile, pénale et administrative, disposant de la maîtrise du budget de l'ordre judiciaire et chargé de la surveillance du pouvoir judiciaire. Le Tribunal cantonal a en outre fait état de ses réserves quant à la création d'un Conseil de la magistrature et surtout quant à la composition prévue de celui-ci.

L'avant-projet de loi fédérale sur la procédure civile a trouvé, dans l'ensemble, un accueil favorable auprès du Tribunal cantonal. Celui-ci s'est cependant opposé notamment à l'aménagement d'un recours contre "toute décision" d'un tribunal de 1<sup>ère</sup> instance et à la procédure probatoire selon le système des ordonnances de preuve, qui ralentiraient à l'excès le déroulement des procès. Il a également désapprouvé, principalement en raison de son coût, la rémunération à plein tarif de l'avocat désigné comme défenseur d'office. En conclusion, le Tribunal cantonal a constaté que l'avant-projet de loi, s'il est adopté, ne devrait pas chambouler fondamentalement les habitudes judiciaires fribourgeoises, même si des modifications substantielles - parfois heureuses, parfois non - en découleraient.

Le Tribunal cantonal a également approuvé, sur le principe, les objectifs visés par la révision du droit des tutelles, à savoir notamment favoriser l'autodétermination de la personne, renforcer la solidarité familiale, réduire

l'intervention de l'Etat et éliminer les stigmatisations. Selon lui, le législateur fédéral ne devrait cependant pas imposer aux cantons le caractère interdisciplinaire de l'autorité de protection et l'attribution de la présidence de cette autorité, en principe, à un juriste. Il estime que l'organisation judiciaire doit rester l'affaire des cantons et que ceux-ci doivent rester libres de constituer les autorités suivant l'importance et la situation (ville ou campagne) de leur ressort.

### **1.3. Prise à partie des autorités judiciaires**

Les autorités ont à nouveau été prises à partie par des membres ou sympathisants de l'association "Appel au peuple" et par certains autres justiciables. Plusieurs magistrats ont réagi en déposant plainte pénale. A la suite de la récusation des juges d'instruction, le Tribunal cantonal a désigné un juge d'instruction remplaçant en la personne d'un avocat du canton. Des procédures civiles ont parfois aussi été introduites.

L'on déplore une tendance accrue à personnaliser des décisions collégiales. En effet, des citoyens prennent souvent pour cible de leurs doléances le seul président ou un seul membre d'une autorité judiciaire sur la personne duquel ils se focalisent. Ces situations sont pénibles tant pour les personnes visées que pour l'autorité de surveillance.

C'est le lieu de réitérer notre suggestion contenue dans notre rapport d'activité pour l'année 2001, selon laquelle il conviendrait d'examiner l'opportunité de subordonner à une autorisation de prise à partie la procédure pénale contre un membre du Tribunal cantonal ou du Tribunal administratif.

### **1.4. Formation**

En mai 2002, les juges et deux greffiers du Tribunal cantonal avaient participé à une journée de formation portant sur les relations avec les médias. Souhaitant que les autres autorités judiciaires puissent aussi bénéficier des enseignements tirés d'une telle journée, le Tribunal cantonal a abordé le Service du personnel en vue de l'organisation de semblables journées à leur attention. Une première journée a eu lieu le 19 décembre 2003; une seconde journée se tiendra prochainement.

### **1.5. Charge de travail et procédés abusifs**

Ces dernières années ont été marquées par une croissance continue des affaires judiciaires, notamment pénales; dans certaines d'entre elles, les parties agissent de manière téméraire et abusive, prolongeant souvent à l'excès la procédure. Un bon nombre de ces affaires chargent les autorités judiciaires de façon inutile. Afin de remédier au moins partiellement à ce problème, il convient d'examiner l'opportunité de modifier le code de procédure pénale (CPP), qui dans son ensemble a fait ses preuves, sur certains points.

- Le dépôt de plaintes pénales est souvent dû à des agissements irréflechis ou des motifs rancuniers qui, d'emblée, ne méritent pas d'être protégés par le droit. Il serait dès lors indiqué de prévoir, dans des affaires qui se poursuivent sur plainte, la possibilité de prélever une avance de frais. En cas de non-paiement de l'avance, l'affaire serait rayée du rôle. Il y aurait lieu d'envisager, dans le même ordre d'idées, le prélèvement d'une avance de frais dans les procédures de recours.

- Le CPP prévoit en son article 166 la possibilité de recours, certes limitée, contre la décision de renvoi en jugement. Dans de nombreux cas, un tel recours n'est déposé que dans un but dilatoire. On pourrait, à l'instar de l'avant-projet de code de procédure pénale suisse et d'autres codes de procédure cantonaux, envisager de renoncer à ce droit de recours.

- Le CPP reconnaît en son article 196 la qualité pour recourir à l'ensemble des lésés, dans les limites fixées à l'article 197. Il est proposé de limiter le droit de recours du lésé, à l'instar de la procédure pénale fédérale, aux seules victimes au sens de l'art. 2 de la loi sur l'aide aux victimes d'infractions (LAVI), c'est-à-dire aux personnes qui ont subi, en raison de l'infraction à juger, une atteinte directe à leur intégrité corporelle, sexuelle ou psychique.

Ces modifications ne porteraient pas atteinte aux droits dignes de protection des justiciables.

## 2. Le Tribunal cantonal

### 2.1. Commentaire de la statistique

#### a) En général

Le nombre des affaires enregistrées a augmenté de 9% par rapport à l'année précédente (2003: 1665; 2002: 1521). La I<sup>e</sup> Cour d'appel civil a enregistré la plus forte hausse, soit 80% (2003: 108; 2002: 60); en particulier, le nombre de recours en matière de mesures protectrices de l'union conjugale a doublé (2003: 22; 2002: 11). Suivent la Cour d'appel pénal avec une augmentation de 20% (2003: 78; 2002: 65), la II<sup>e</sup> Cour d'appel civil avec une augmentation de 11% (2003: 153; 2002: 138) et la Chambre pénale avec une augmentation de 8% (2003: 1099; 2002: 1017), tandis que la Chambre des poursuites et des faillites a connu une diminution de 23% (2003: 89; 2002: 115).

Il paraît intéressant d'indiquer, pour les affaires jugées en 2003 par les quatre sections principales, le temps qui s'est écoulé en moyenne entre l'enregistrement et le jugement des causes:

	1 à 30 jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I <sup>e</sup> Cour d'appel civil	9	14	15	35	7	3
II <sup>e</sup> Cour d'appel civil	27	73	26	14	5	1
Cour d'appel pénal	3	8	18	29	16	0
Chambre pénale	87	64	56	19	8	2

Les remarques formulées dans le Rapport pour l'exercice 2002 restent valables. Ainsi, les différences constatées dans le rythme de traitement dépendent de la nature des causes, selon qu'elles sont soumises à la procédure ordinaire, accélérée, sommaire ou gratuite, attribuées aux diverses sections. Cette approche statistique ne tient pas compte du fait que certaines causes n'ont pas pu être traitées plus rapidement en raison d'un motif de suspension (p. ex. art. 207 LP ou décision sur demande AI). Enfin, le principe de célérité, s'il constitue un objectif important, ne saurait reléguer au second plan la réflexion qui doit présider à l'œuvre de justice. Il reste que, pour les quatre principales sections du Tribunal cantonal confondues, 497 affaires sur 539 (soit 92 % des causes; 2002: 94%) sont jugées au plus tard dans l'année qui suit leur enregistrement.

La charge de travail du Tribunal cantonal et de ses diverses sections reste très importante. Le concours des juges suppléants a été sollicité en cas de récusation des juges cantonaux. Dans quatre affaires, une section composée exclusivement de juges suppléants a été constituée en raison de la récusation de tous les juges cantonaux.

S'agissant de la récusation des membres des autorités soumises à surveillance, renvoi soit à la partie statistique (let. A ch. 11).

#### b) Surveillance des autorités judiciaires et des avocats

Renvoi soit sur ce point à la partie statistique (let. A ch. 9 et 10).

### 2.2. Inspections annuelles du Tribunal cantonal

Conformément à la loi (art. 97 al. 2 LOJ), le Tribunal cantonal a inspecté tous les greffes des tribunaux d'arrondissement et des chambres des tutelles, ceux des tribunaux des baux, celui de l'Office des juges d'instruction et de la Chambre pénale des mineurs, ainsi que tous les secrétariats des préfectures. Il a inspecté la Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance ainsi que les greffes des justices de paix (art. 7 LOT) où il y avait eu un changement du juge de paix ou du greffier au cours des douze derniers mois, ainsi qu'un certain nombre d'autres greffes de justices de paix selon le rythme quadriennal adopté depuis un certain nombre d'années déjà. Le Tribunal cantonal a en outre inspecté l'Office cantonal des faillites et tous les Offices de poursuites (art. 14 LP et 13 LELP). Pour l'an 2003, cela a représenté au total 35 inspections réparties sur 18 journées.

Le Tribunal cantonal a consacré sa séance plénière du 24 novembre 2003 à l'examen des rapports d'inspection. Il est intervenu là où cela était nécessaire en donnant des instructions aux intéressés.

Le résultat et les conséquences à tirer de ces inspections sont mentionnés ci-dessous en rapport avec chaque autorité.

### **2.3. Personnel**

Mme Chantal Broch, cheffe de bureau, a démissionné avec effet au 31 mai 2003. Entré en fonction en janvier 1997, Mme Broch a assumé ses tâches avec efficacité et compétence. Nous la remercions pour sa précieuse collaboration. Pour la remplacer, le Tribunal cantonal a fait appel à Mme Erika Chappuis, jusqu'alors secrétaire du greffe. Il a en outre engagé Mme Soraya Thürler comme secrétaire.

## **3. Les Tribunaux d'arrondissement**

### **a) En général**

Le nombre des affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux reste stable, alors que les affaires enregistrées au rôle des présidents de tribunaux civils a augmenté de 15% (2002: 6323; 2003: 7290). Le nombre des mesures protectrices de l'union conjugale a encore progressé (2001: 142; 2002: 191; 2003: 236).

Le nombre des causes pénales relevant du tribunal pénal a légèrement diminué par rapport à l'an 2002 (2002: 202; 2003: 184). Certains présidents signalent toutefois que de manière générale, ces affaires augmentent de volume et de complexité. En outre, le nombre de détenus à juger augmente; de telles affaires doivent être assignées prioritairement. Le nombre des procédures devant le juge de police est en légère augmentation par rapport à 2002 (2002: 850; 2003: 909).

La charge de travail des tribunaux reste importante.

### **b) Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement**

Juge de répression	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Tribunal pénal	0	49	39	29	23	7	<b>147</b>
Juge de police	61	433	200	142	33	7	<b>876</b>

Tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Droit de la famille	5	54	70	77	97	55	<b>358</b>
Actions résultant des contrats	3	25	41	42	38	28	<b>177</b>

Président tribunal civil	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Divorce sur requête commune avec accord complet	1	34	265	162	31	7	<b>500</b>
Mesures protectrices de l'union conjugale	21	108	54	32	14	7	<b>236</b>
Causes de nature pécuniaire (art. 139 LOJ)	9	138	123	41	21	7	<b>339</b>
Mainlevée	939	2383	42	10	1	3	<b>3378</b>

Juridiction des prud'hommes	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	Plus de 2 ans	TOTAL
Président	19	85	43	17	10	5	<b>179</b>
Chambre	13	56	31	31	15	5	<b>151</b>

Les remarques formulées en relation avec les affaires liquidées par le Tribunal cantonal (ch. 2.1 let. a ci-devant) sont valables ici aussi. Il ressort notamment de ce tableau que 79% des affaires du juge de police sont jugées dans les six mois à compter de leur enregistrement et 95% dans l'année. S'agissant des affaires du tribunal pénal, 79% d'entre elles sont jugées dans l'année. En matière civile, 57% des affaires ayant trait au droit de la famille et relevant de la compétence du tribunal sont jugées dans l'année et 84% le sont dans les deux ans. Pour ce qui est des mesures protectrices, de la compétence du président de tribunal, 77% sont jugées dans les six mois et 91% dans l'année. Enfin, les causes de nature pécuniaire dont connaît ce magistrat sont jugées, pour 79% d'entre elles, dans les six mois et pour 91% dans l'année.

#### **c) Tribunal de l'arrondissement de la Sarine**

Les présidents du tribunal pénal Pierre-Emmanuel Esseiva et Nicolas Ayer se sont répartis l'essentiel des dossiers enregistrés, le président André Waeber ayant consacré la majeure partie de son temps aux affaires du Tribunal pénal économique et du Tribunal de l'arrondissement du Lac.

Le président Pierre-Emmanuel Esseiva a démissionné, avec effet au 30 juin 2004, de la charge de président de la chambre des prud'hommes. Le Tribunal cantonal a désigné le président François-Xavier Audergon en qualité de suppléant du président de cette chambre à partir du 1<sup>er</sup> février 2004.

Les affaires pénales de langue allemande enregistrées ont plus que doublé par rapport à l'année précédente (2002: 42; 2003: 89).

#### **d) Tribunal de l'arrondissement de la Singine**

La situation est restée très tendue en 2003 (cf. Rapports pour les exercices 2000, p. 11, 2001, p. 13, et 2002, p. 13). Les présidents constatent que le traitement des affaires et leur assignation ainsi que la rédaction des jugements connaissent d'importants retards, qui ne pourront pas être résorbés dans un proche avenir. Ils envisagent de demander une augmentation de l'effectif des greffiers.

#### **e) Tribunal de l'arrondissement de la Gruyère**

Le président Philippe Vallet a consacré un temps important à l'affaire pénale B. (voleur de tableaux).

Pour faire face à l'augmentation constante des affaires, les présidents évoquent deux solutions : l'engagement de personnel supplémentaire - un demi-poste supplémentaire de greffier a été demandé - et la réunion des greffes des trois arrondissements du Sud du canton (Gruyère, Glâne et Veveyse).

#### ***f) Tribunal de l'arrondissement du Lac***

Le président Markus Ducret a été désigné par le Collège électoral président ad hoc du Tribunal pénal économique dans l'affaire de la Caisse d'épargne et de prêt de Bösinggen, à la suite de la récusation du président de ce tribunal, M. André Waeber. Il a consacré six semaines à plein temps à ce mandat. Durant cette période, le vice-président Waeber a traité les affaires du Tribunal de l'arrondissement du Lac.

#### ***g) Tribunal de l'arrondissement de la Glâne***

A la suite du départ forcé, le 31 octobre 2003, de la secrétaire-comptable du greffe, en fonction depuis 40 ans, le président et le greffier ont dû procéder à une réorganisation du greffe. Pour assurer le bon fonctionnement de celui-ci, la Direction de la justice a fait en sorte que du personnel soit engagé immédiatement.

#### ***h) Tribunal de l'arrondissement de la Broye***

Un demi-poste de greffier adjoint a été transféré à l'Office des juges d'instruction le 1<sup>er</sup> mai 2003. Ainsi, le tribunal ne dispose plus actuellement que d'un demi-poste de greffier adjoint.

Les travaux de transformation destinés à accueillir la poste dans l'immeuble occupé par le tribunal se sont achevés en mai 2003.

#### ***i) Tribunal pénal économique***

Le Collège électoral a élu Me Jacques Bonfils en qualité de vice-président à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, en remplacement de M. Yves Sudan, démissionnaire.

## **4. L'Office des juges d'instruction**

Au terme de son mandat de cinq ans, M. Jean-Frédéric Schmutz a quitté la présidence de l'Office au 1<sup>er</sup> décembre 2003. Parallèlement à sa fonction de juge d'instruction, M. Schmutz s'est dépensé sans compter dans ses tâches administratives en demeurant toujours à l'écoute de chaque collaborateur. S'associant au nouveau président de l'Office, le Tribunal cantonal remercie M. Schmutz pour son dévouement et le travail accompli durant sa présidence.

Le Collège électoral a élu à la présidence de l'Office M. Jean-Luc Mooser, vice-président, et M. Markus Julmy à la vice-présidence.

L'année 2003 a été marquée par l'arrivée au 1<sup>er</sup> juillet du juge d'instruction Marc Bugnon, en remplacement de M. Jacques Rayroud, et au 1<sup>er</sup> août de la juge d'instruction Yvonne Gendre, en remplacement de Mme Françoise Morvant. Cette dernière était en fonction depuis 1992 comme juge d'instruction LAVI puis, dès décembre 1998, en tant que juge d'instruction à plein temps. M. Rayroud avait pour sa part été élu en 1994. Les deux démissionnaires ont toujours assumé leur tâche avec conscience et indépendance. Nous leur témoignons notre reconnaissance et formons nos vœux les meilleurs pour leur avenir.

Des spécialisations ont continué à se mettre en place parmi les juges d'instruction, selon les matières (affaires économiques, de stupéfiants ou concernant le droit de l'environnement).

Dans son rapport, le nouveau président de l'Office relève que les 76% des dossiers ouverts durant l'année 2003 ont pu être clos, mais que les anciens dossiers – ouverts depuis plus d'une année – sont en augmentation par rapport à l'an 2002 : alors qu'on en comptait 178 à la fin de l'année 2002, ils étaient au nombre de 190 à la fin de l'année 2003, dont 5 antérieurs au 31 décembre 1997 qui devraient pouvoir être clos en 2004.

L'Office a enregistré 16'475 dossiers en 2003, ce qui représente une augmentation de 4% par rapport à 2002 (15'775). Les dossiers ouverts sont passés de 2743 à la fin 2002 à 3211 à la fin 2003. Les juges d'instruction ont prononcé 381 refus d'ouverture de l'action pénale (2002: 304), 264 ordonnances de classement concernant des auteurs identifiés (2002: 268), 521 ordonnances de non-lieu (2002: 505), 7 ordonnances de transmission à la Chambre pénale (2002: 2), 263 ordonnances de renvoi aux juges de répression (2002: 247), 5734 ordonnances pénales (2002: 4793), dont 403 ont été frappées d'opposition (2002: 413), 1230 ordonnances de conversion d'amendes (2002: 1142) et exécuté 98 commissions rogatoires nationales et internationales (2002: 122). Ils ont



également ordonné 334 mises en détention préventive (2002: 290) pour un nombre total de jours de détention de 15'635, ce qui constitue une augmentation de 21% par rapport à 2002 (12'889).

En moyenne, chaque juge a en permanence 317 dossiers en cours, soit une augmentation de 29% par rapport à l'année précédente (246). Le président de l'Office répète (cf. Rapports pour les exercices 2001, p. 15, et 2002, p. 15) que, compte tenu des impératifs de l'instruction contradictoire et de la charge représentée par certaines affaires, l'instruction en parallèle d'un tel nombre de dossiers demeure une charge de travail élevée qui empêche un traitement rapide et approfondi des affaires. En outre, chaque juge assume un service de permanence de 6 semaines durant l'année et un service de permanence subsidiaire de 6 semaines également, week-end compris. Depuis 2003, un juge auquel sont attribuées des affaires particulières est dispensé de ce service.

L'augmentation du nombre des affaires enregistrées, du nombre des affaires attribuées à chaque juge et du nombre des vieux dossiers, commande, selon le président de l'Office, la création d'un 10<sup>ème</sup> poste de juge. Actuellement, chaque juge dispose d'un greffier titulaire à plein temps.

## **5. Les Justices de paix et l'administration tutélaire**

**a)** La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur les Chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement (art. 7 LOT); celles-ci ont la surveillance de l'administration tutélaire dans leur arrondissement (art. 4 LOT). Le Tribunal cantonal a inspecté, dans l'arrondissement de la Sarine, les justices de paix du 2<sup>ème</sup> cercle, à Prez-vers-Noréaz, et du 4<sup>ème</sup> cercle, à Fribourg, dans l'arrondissement de la Singine, la justice de paix du 1<sup>er</sup> cercle, à Dirlaret, dans l'arrondissement du Lac, les justices de paix du 1<sup>er</sup> cercle, à Misery-Courtion, du 2<sup>ème</sup> cercle, à Morat, du 3<sup>ème</sup> cercle, à Chiètres, et du 4<sup>ème</sup> cercle, à Nant, ainsi que dans l'arrondissement de la Glâne, la justice de paix du 2<sup>ème</sup> cercle, à Romont.

Ces inspections ont permis au Tribunal cantonal de constater que les greffes des justices de paix étaient bien tenus. Le Tribunal cantonal a donné les instructions nécessaires. Il a notamment rappelé à certaines justices de paix l'importance de la tenue d'un rôle des affaires.

**b)** Certaines justices de paix sont saisies de nombreuses requêtes, la plupart à caractère urgent, relatives à l'exercice du droit de visite avant les vacances.

**c)** La justice de paix du 4<sup>ème</sup> cercle de la Sarine, à Fribourg, a emménagé dans ses nouveaux locaux au printemps 2003.

**d)** Le 11 décembre 2003, une journée d'étude du groupement romand de l'Association suisse des tuteurs officiels a été consacrée au droit de la protection de l'adulte (avant-projets de révision du code civil et de loi fédérale réglant la procédure devant les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte). Les justices de paix alémaniques ont eu leur traditionnelle journée annuelle de formation le 2 octobre 2003.

**e)** Les juges de paix se rencontrent régulièrement au sein de la Conférence des justices de paix. Ils y abordent différents problèmes auxquels ils sont confrontés en pratique et échangent leurs expériences. En 2003, ils ont pu assister à une présentation de Time out, une section semi-fermée du foyer St-Etienne qui accueille des mineurs en difficulté.

## **6. La privation de liberté à des fins d'assistance**

**a)** Selon la loi du 26 novembre 1998 concernant la privation de liberté à des fins d'assistance (LPLFA), la Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a la haute surveillance sur la Commission de surveillance (art. 7 LOT); celle-ci exerce une surveillance générale sur les placements et les mesures ordonnées et le contrôle judiciaire de première instance (art. 16 et 18 LPLFA). Le président de la Commission est M. Louis Sansonnens, président du Tribunal de la Gruyère; les trois suppléants sont M. Reinold Raemy, président du Tribunal de la Singine, M. Philippe Vallet, président du Tribunal de la Gruyère, et M. Peter Rentsch, président du Tribunal de la Singine. La Commission dispose du service du greffe du Tribunal de la Gruyère.

**b)** La Chambre des tutelles du Tribunal cantonal a procédé à l'inspection de la Commission de surveillance, le 17 décembre 2003. 415 décisions ont été rendues en 2003 en matière de privation de liberté. La Commission a connu de 56 demandes de contrôle judiciaire. L'alcoolisme a souvent été la cause des placements; cette maladie

concerne des patients de tout âge et des deux sexes. En général, les placements soumis au contrôle étaient de courte durée.

Dans 67 cas, la Commission de surveillance a constaté à réception de l'avis de libération ou de maintien du placement volontaire des personnes en cause que les décisions de placement n'avaient pas été immédiatement communiquées. A chaque fois, la Commission de surveillance est intervenue auprès du médecin ou de l'autorité de placement pour lui rappeler les exigences légales.

**c)** Un plan d'activité trimestriel est établi qui prévoit à l'avance l'engagement des membres de la Commission. Les médecins membres de la Commission ne se satisfaisaient plus de leur rémunération (Rapport pour l'exercice 2002, p. 18). Celle-ci a été adaptée, en accord avec le Service de la justice. Depuis lors, les médecins n'ont plus émis de remarques à ce sujet. De l'avis des présidents de la Commission, cela tient aussi au fait qu'ils sont convoqués moins souvent que par le passé.

**d)** La Commission a proposé à la Direction de la sécurité et de la justice l'étude de la création d'une unité psychiatrique à l'Hôpital cantonal. La Direction a répondu qu'elle soumettrait la question à la Direction de la santé et des affaires sociales.

La Commission a également attiré l'attention de la Direction de la sécurité et de la justice sur la nécessité de créer un établissement pour femmes correspondant à la Sapinière, éventuellement dans le cadre d'un concordat romand. La Direction a demandé l'avis de la Conférence latine des chefs de départements de police.

## **7. La Chambre pénale des mineurs**

### ***7.1. En général***

Une cheffe de bureau a pu être engagée au printemps 2003. Malgré cet apport bienvenu, le président appelle de ses vœux un renforcement supplémentaire de l'effectif du secrétariat pour faire face à l'augmentation constante des affaires enregistrées; en 2003, celle-ci a été de 14% par rapport à l'année précédente (2002: 1830; 2003: 2084).

La Chambre a emménagé dans ses nouveaux locaux en avril 2003. Ceux-ci, spacieux, donnent entière satisfaction à leurs occupants.

Les juges des mineurs ont été actifs au sein de plusieurs commissions cantonales ou intercantionales traitant de la violence ou du mal-être des mineurs. Ils ont donné de nombreuses conférences et ont participé à des journées de réflexion sur ces thèmes.

Un projet de concordat sur l'exécution de la détention pénale des mineurs des cantons romands, de Berne et du Tessin est en mains des exécutifs cantonaux. La construction d'un centre fermé et l'agrandissement de l'établissement de Pramont sont prévus. Le concordat doit également régler la question d'un foyer fermé pour les jeunes filles en difficulté.

### ***7.2. Commentaire de la statistique***

Malgré l'augmentation des affaires, aucun retard n'est signalé dans leur traitement. Le président relève que pour la première fois, le nombre des filles délinquantes a passé la barre des 300 (303).

Les plaintes liées à l'utilisation des transports publics sont en augmentation. Vu l'attitude plus ferme des entreprises concernées à l'égard des récidivistes, il est plus difficile de faire aboutir les conciliations en la matière.

Le recours de plus en plus fréquent à l'astreinte à un travail (2002: 20; 2003: 108) comme punition disciplinaire tient à trois facteurs : la volonté des juges d'infliger des sanctions éducatives, la nouvelle possibilité légale d'infliger ce genre de punition par ordonnance pénale et l'excellent travail réalisé par le service social de la chambre qui a mis en place un réseau fiable d'employeurs susceptibles de prendre en charge les jeunes délinquants.

## 8. Les Offices des poursuites et l'Office des faillites

### *a) Les Offices de poursuite*

La gestion des offices des poursuites du canton n'appelle pas d'observations particulières.

Mme Anita Auderset, substitute à l'Office des poursuites de l'arrondissement du Lac, a pris sa retraite après 35 ans de service durant lesquelles elle a fait preuve de beaucoup de dévouement. Nous lui témoignons notre reconnaissance et formons nos vœux les meilleurs pour sa retraite.

L'évolution des poursuites et des faillites dans le canton ressort de la partie statistique.

### *b) L'Office des faillites*

Le nouveau préposé, M. Alexandre Freundler, est entré en fonction au mois de février 2003.

\*\*\*\*\*

Nous avons l'honneur, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, de vous assurer de notre haute considération.

Fribourg, le 18 février 2004

Le Greffier :

**HENRI ANGELOZ**

Le Président :

**ROLAND HENNINGER**

# AN DEN GROSSEN RAT

## des Kantons Freiburg

---

Sehr geehrter Herr Präsident  
Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 64 der Kantonsverfassung vom 7. Mai 1857 und Art. 94 des Gesetzes über die Gerichtsorganisation vom 22. November 1949 unseren Jahresbericht über die Tätigkeit der Gerichtsbehörden des Kantons Freiburg zu unterbreiten.

### 1. Allgemeine Bemerkungen

#### 1.1. Verhältnis zwischen den Behörden

a) Ein Treffen zwischen Abordnungen des Staatsrates und des Kantonsgerichts war am 19. November 2003 in erster Linie der Frage gewidmet, wie die Kosten der Justiz besser gemeistert werden können. Die Kosten für strafrechtliche Gutachten beliefen sich in den vergangenen fünf Jahren auf durchschnittlich Fr. 240'000.— pro Jahr. Insbesondere mit dem Ziel, hinsichtlich der Kosten zu sensibilisieren, hat die Strafkammer zuhanden der Untersuchungsrichter Richtlinien erlassen, in denen diese aufgefordert werden, vor der Anordnung eines kostspieligen Gutachtens den Auftrag des Gutachters genau zu umschreiben, eine Pauschalentschädigung auszuhandeln und, falls die vom Gutachter veranschlagten Kosten Fr. 10'000.— überschreiten, den Präsidenten des Amtes zu informieren. Weiter hat die Abordnung des Kantonsgerichts anlässlich dieses Treffens darauf hingewiesen, dass gegenwärtig nicht das Kantonsgericht, sondern die Kantonsverwaltung für die Verwaltung des Budgets der Justiz und die Rechnungskontrolle zuständig ist. Für das Budget 2005 beabsichtigt der Staatsrat, die Gerichtsbehörden stärker als bisher am Budgetverfahren zu beteiligen.

b) Ein zwischen der Justizkommission und dem Kantonsgericht vorgesehenes Treffen musste abgesagt werden.

#### 1.2. Vernehmlassungsverfahren

Im Jahr 2003 ist das Kantonsgericht eingeladen worden, sich zu verschiedenen Gesetzesvorentwürfen zu äussern. Es hat insbesondere zu folgenden Vorentwürfen Stellung genommen:

Was den Verfassungsvorentwurf betrifft, hat es die vorgesehene Stärkung der Eigenständigkeit und Unabhängigkeit der Justiz begrüsst. Es hat sich zugunsten eines Zusammenschlusses der beiden oberen kantonalen Gerichte ausgesprochen, weil dadurch Synergien erbracht und eine kohärente Justizpolitik begünstigt werden können. Es hat unterstrichen, dass sich dieser Zusammenschluss nicht mit einem blossen Nebeneinanderstellen der beiden bestehenden Gerichte begnügen darf, welche lediglich gemeinsame Einrichtungen (Bibliothek, Verhandlungssäle, Cafeteria) aufweisen. Vielmehr ginge es darum, unter der Bezeichnung Appellationsgericht ein neues Gericht zu schaffen, welches als obere kantonale Gerichtsbehörde zivil-, straf- und verwaltungsrechtliche Streitsachen zu behandeln hätte, wobei ihm im Bereich der Judikative die Budgethoheit zukäme und es mit der Aufsicht über die Gerichtsbehörden beauftragt wäre. Das Kantonsgericht hat des Weiteren bezüglich der Schaffung eines Justizrates und insbesondere dessen vorgesehener Zusammensetzung Vorbehalte angebracht.

Der Vorentwurf für eine Schweizerische Zivilprozessordnung ist vom Kantonsgericht alles in allem positiv aufgenommen worden. Immerhin hat sich dieses gegen die Einführung eines Rechtsmittels gegen alle Entscheide erstinstanzlicher Gerichte sowie gegen ein Beweisverfahren nach dem System der Beweisverfügungen ausgesprochen, weil dadurch die Verfahren im Übermass verzögert würden. Es hat sich ebenfalls dagegen ausgesprochen, amtliche Rechtsbeistände zum vollen Tarif zu entschädigen, dies vor allem aus Kostengründen. Zusammenfassend hat das Kantonsgericht festgehalten, dass der Gesetzesvorentwurf, wenn er so angenommen

würde, die Gepflogenheiten im Freiburger Gerichtswesen nicht grundsätzlich in Frage stellen würde, auch wenn er grundlegende – zum Teil geglückte, zum Teil unglückliche – Änderungen bewirken würde.

Das Kantonsgericht hat grundsätzlich auch die Ziele begrüsst, welche mit der Revision des Vormundschaftsrechts angestrebt werden. Dazu gehören namentlich die Förderung der persönlichen Selbstbestimmung, die Verstärkung der Solidarität innerhalb der Familie, ein Abbau staatlicher Interventionen und die Beseitigung von Stigmatisierungen. Nach seiner Auffassung sollte der Bundesgesetzgeber den Kantonen indes nicht vorschreiben, die Schutzbehörde interdisziplinär auszugestalten und deren Vorsitz grundsätzlich einem Juristen zu übertragen. Das Kantonsgericht vertritt vielmehr die Ansicht, dass die rechtliche Organisation den Kantonen überlassen und es ihnen anheim gestellt bleiben soll, die Behörden nach Massgabe des Umfangs und der Belegenheit (Stadt oder Land) ihres Geschäftsbereichs zusammenzusetzen.

### **1.3. Angriffe auf die Gerichtsbehörden**

Erneut sind die Behörden von Mitgliedern oder Sympathisanten des Vereins "Appel au peuple" sowie von verschiedenen weiteren Personen angegriffen worden. Mehrere Magistratspersonen haben reagiert, indem sie Strafantrag gestellt haben. Nachdem die Untersuchungsrichter in den Ausstand getreten waren, hat das Kantonsgericht in der Person eines im Kanton niedergelassenen Anwaltes einen ausserordentlichen Untersuchungsrichter ernannt. In mehreren Fällen wurden auch Zivilverfahren anhängig gemacht.

Es ist bedauerlich, dass Kollegialentscheide zunehmend personalisiert werden. Oft wählen gewisse Bürger den Präsidenten oder ein bestimmtes Mitglied einer Gerichtsbehörde als Zielscheibe ihrer Beschwerden und fokussieren sich völlig auf diese Person. Solche Situationen sind sowohl für die betroffene Person wie auch für die Aufsichtsbehörde schwierig.

An dieser Stelle ist unsere Anregung zu wiederholen, die wir in unserem Rechenschaftsbericht für das Jahr 2001 vorgebracht haben, und gemäss der zu prüfen wäre, ob die Strafverfolgung der Mitglieder des Kantons- und Verwaltungsgerichts von einer Ermächtigung abhängig zu machen ist.

### **1.4. Ausbildung**

Im Mai 2002 hatten die Kantonsrichter und zwei Gerichtsschreiber des Kantonsgerichts an einem Weiterbildungstag teilgenommen, der den Beziehungen mit den Medien gewidmet war. Im Bestreben, auch die übrigen Gerichtsbehörden an den Erkenntnissen einer solchen Veranstaltung teilhaben zu lassen, hat das Kantonsgericht im Hinblick auf die Durchführung ähnlicher Studientage für diese Behörden mit dem Personaldienst Kontakt aufgenommen. Eine erste Tagung ist am 19. Dezember 2003 durchgeführt worden; eine zweite wird in Kürze stattfinden.

### **1.5. Arbeitslast und rechtsmissbräuchliche Verfahren**

Die vergangenen Jahren waren geprägt von einer stetigen Zunahme der Angelegenheiten, insbesondere der Strafsachen. In manchen dieser Angelegenheiten gehen die Parteien mutwillig und missbräuchlich vor, wodurch die Verfahrensdauer oft übermässig verlängert wird. Ein massgebender Teil dieser Angelegenheiten belastet die Gerichtsbehörden in unnötiger Weise. Um diesem Problem zumindest teilweise zu begegnen, erscheint es angezeigt zu prüfen, ob die Strafprozessordnung (StPO), welche sich gesamthaft betrachtet bewährt hat, in bestimmten Punkten zu ändern ist.

- Oft werden Strafanträge unbedacht oder aus Rachsucht eingereicht. Solches Verhalten verdient von vornherein keinen Rechtsschutz. Es erscheint deshalb angezeigt, bei Antragsdelikten die Möglichkeit zur Einforderung eines Kostenvorschusses vorzusehen. Wird dieser nicht geleistet, ist die Angelegenheit als erledigt abzuschreiben. Aus den gleichen Überlegungen wäre zu prüfen, ob in den Beschwerdeverfahren ein Kostenvorschuss einzufordern ist.

- Artikel 166 der StPO sieht eine – wenn auch eingeschränkte – Möglichkeit vor, gegen Überweisungsverfügungen Beschwerde einzureichen. Häufig werden solche Beschwerden einzig eingelegt, um das Verfahren zu verzögern. Man könnte, nach dem Beispiel des Vorentwurfs für eine Schweizerische Strafprozessordnung sowie anderer kantonaler Strafprozessordnungen, in Betracht ziehen, auf dieses Beschwerderecht zu verzichten.

- Artikel 196 der StPO räumt allen Geschädigten das Recht ein, in den Grenzen von Artikel 197 Rechtsmittel einzulegen. Es wird vorgeschlagen, dieses Beschwerderecht des Geschädigten nach dem Beispiel des Bundesstrafprozesses auf die Opfer im Sinn von Art. 2 des Opferhilfegesetzes (OHG) zu beschränken, das heisst

auf jene Personen, die durch die zu beurteilende Straftat in ihrer körperlichen, sexuellen oder psychischen Integrität unmittelbar beeinträchtigt worden sind.

Diese Änderungen würden die schützenswerten Rechte der Rechtsuchenden nicht beeinträchtigen.

## 2. Das Kantonsgericht

### 2.1. Bemerkungen zur Statistik

#### a) Allgemeines

Die Anzahl der anhängig gemachten Angelegenheiten hat gegenüber dem Vorjahr um 9% zugenommen (2003: 1665; 2002: 1521). Die grösste Zunahme – um 80% – hatte der I. Zivilappellationshof zu verzeichnen (2003: 108; 2002: 60); insbesondere hat sich die Anzahl der Berufungen im Bereich des Eheschutzes verdoppelt (2003: 22; 2002: 11). Ebenfalls zugenommen hat die Anzahl der Angelegenheiten des Strafappellationshofes, nämlich um 20% (2003: 78, 2002: 65), während jene des II. Zivilappellationshofes um 11% (2003: 153; 2002: 138) und jene der Strafkammer um 8% zugenommen haben (2003: 1099; 2002: 1017). Hingegen hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer einen Rückgang ihrer Angelegenheiten um 23% zu verzeichnen (2003: 89; 2002: 115).

Es erscheint aufschlussreich, für die von den vier grössten Abteilungen im Jahr 2003 abgeurteilten Angelegenheiten die Zeit anzugeben, die zwischen der Einregistrierung und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichen ist.

	1-30 Tage	1-3 Mte	3-6 Mte	6-12 Mte	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	9	14	15	35	7	3
II. Zivilappellationshof	27	73	26	14	5	1
Strafappellationshof	3	8	18	29	16	0
Strafkammer	87	64	56	19	8	2

Die im Rechenschaftsbericht für das Jahr 2002 angebrachten Bemerkungen behalten ihre Gültigkeit. Die verzeichneten Unterschiede in der Verfahrensdauer hängen von der Natur der den verschiedenen Abteilungen zugeteilten Angelegenheiten und damit davon ab, ob sie dem ordentlichen, beschleunigten, summarischen oder kostenlosen Verfahren unterliegen. Nicht berücksichtigt werden konnte in der vorliegenden Statistik die Tatsache, dass verschiedene Angelegenheiten nicht rascher erledigt werden konnten, weil ein Sistierungsgrund vorlag (z. B. Art. 207 SchKG oder Verfügung über ein IV-Gesuch). Schliesslich darf das Beschleunigungsgebot, auch wenn es ein wichtiges Ziel darstellt, nicht dazu führen, dass die juristische Reflexion, von der sich das Gerichtswesen leiten lassen sollte, in den Hintergrund gedrängt wird. Es bleibt anzufügen, dass in den vier grössten Abteilungen des Kantonsgerichts 497 der insgesamt 539 Angelegenheiten (d.h. 92% der Fälle, gegenüber 94% im Jahr 2002) innert Jahresfrist nach ihrer Einregistrierung entschieden werden konnten.

Die Arbeitslast des Kantonsgerichts und seiner verschiedenen Abteilungen bleibt hoch. Auf die Mitarbeit der Ersatzrichter wurde in jenen Fällen zurückgegriffen, in denen sich die Kantonsrichter im Ausstand befanden. In vier Angelegenheiten wurde eine Abteilung ausschliesslich aus Ersatzrichtern gebildet, weil sich sämtliche Kantonsrichter im Ausstand befanden.

Was den Ausstand der Mitglieder jener Behörden betrifft, die der Aufsicht des Kantonsgerichts unterstehen, sei auf den statistischen Teil verwiesen (lit. A Ziff. 11).

#### b) Aufsicht über die Gerichtsbehörden und die Rechtsanwälte

In diesem Punkt sei auf den statistischen Teil verwiesen (lit. A Ziff. 9 und 10).

## 2.2. Jährliche Inspektionen des Kantonsgerichts

Dem gesetzlichen Auftrag nachkommend (Art. 97 Abs. 2 GOG) hat das Kantonsgericht die Gerichtsschreibereien der Bezirksgerichte, der Vormundschaftskammern und Mietgerichte, jene des Untersuchungsrichteramtes und der Jugendstrafkammer sowie sämtliche Oberämter inspiziert. Weiter hat es die Aufsichtskommission im Bereich der fürsorglichen Freiheitsentziehung sowie jene Friedensgerichte inspiziert (Art. 7 GOV), in denen in den vergangenen zwölf Monaten ein neuer Friedensrichter oder Gerichtsschreiber sein Amt angetreten hat, sowie eine weitere Anzahl Friedensgerichte, einem vor einigen Jahren eingeführten Vierjahresrhythmus folgend. Schliesslich hat das Kantonsgericht auch das Kantonale Konkursamt und alle Betreibungsämter (Art. 14 SchKG und Art. 13 EGSchKG) inspiziert. Insgesamt wurden im Jahr 2003 35 Inspektionen, verteilt auf 18 Tage, durchgeführt.

Das Kantonsgericht hat seine Plenarsitzung vom 24. November 2003 der Überprüfung der Inspektionsberichte gewidmet. In jenen Fällen, in denen dies notwendig war, hat es eingegriffen und den betroffenen Personen Anweisungen erteilt.

Die Ergebnisse der Inspektionen und die daraus zu ziehenden Schlüsse werden im Folgenden im Zusammenhang mit der betreffenden Behörde erwähnt.

## 2.3. Personal

Frau Chantal Broch, Bürochefin, hat auf den 31. Mai 2003 gekündigt. Frau Broch, die ihre Stelle im Januar 1997 angetreten hatte, hat ihre Aufgaben in effizienter und kompetenter Weise erledigt. Wir danken ihr für ihre wertvolle Mitarbeit. Sie wurde durch Frau Erika Chappuis, bislang Sekretärin der Gerichtsschreiberei ersetzt. Weiter hat das Kantonsgericht Frau Soraya Thürler als Sekretärin angestellt.

# 3. Die Bezirksgerichte

## a) Allgemeines

Die Anzahl der bei den Bezirksgerichten anhängig gemachten Zivilsachen ist unverändert geblieben, während die Anzahl der bei den Zivilgerichtspräsidenten einregistrierten Fälle um 15% gestiegen ist (2002: 6323; 2003: 7290). Auch die Anzahl der Eheschutzverfahren ist weiter gestiegen (2001: 142; 2002: 191; 2003: 236).

Die Anzahl der in die Zuständigkeit der Strafgerichte fallenden Angelegenheiten hat sich gegenüber dem Jahr 2002 leicht verringert (2002: 202; 2003: 184). Allerdings weisen einige Gerichtspräsidenten darauf hin, dass die Angelegenheiten ganz allgemein gesehen umfangreicher und komplexer werden. Weiter steigt auch die Anzahl der abzuurteilenden Personen in Untersuchungshaft; diese Angelegenheiten sind vordringlich anzusetzen. Die Anzahl der in die Zuständigkeit des Polizeirichters fallenden Verfahren ist gegenüber dem Jahr 2002 leicht gestiegen (2002: 850; 2003: 909).

Die Arbeitslast der Gerichte bleibt hoch.

## b) Zwischen der Einregistrierung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

Urteilender Richter	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Strafgericht	0	49	39	29	23	7	147
Polizeirichter	61	433	200	142	33	7	876

Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Familienrecht	5	54	70	77	97	55	<b>358</b>
Klagen aus Vertrag	3	25	41	42	38	28	<b>177</b>

Präsident Zivilgericht	1-30 Tage	1-3 Monate	3-6 Monate	6-12 Monate	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung	1	34	265	162	31	7	<b>500</b>
Eheschutzmassnahmen	21	108	54	32	14	7	<b>236</b>
Vermögensrechtliche Streitsachen (Art. 139 GOG)	9	138	123	41	21	7	<b>339</b>
Rechtsöffnung	939	2383	42	10	1	3	<b>3378</b>

Gewerbegerichtsbarkeit	1-30 Tage	1-3 Mte	3-6 Mte	6-12 Mte	1-2 Jahre	Mehr als 2 Jahre	TOTAL
Präsident	19	85	43	17	10	5	<b>179</b>
Kammer	13	56	31	31	15	5	<b>151</b>

Die Bemerkungen, die im Zusammenhang mit den vom Kantonsgericht abgeurteilten Angelegenheiten angebracht wurden (Ziff. 2.1 lit. a hievon), haben auch hier Gültigkeit. Aus der Tabelle ergibt sich insbesondere, dass 79% der in die Zuständigkeit des Polizeirichters fallenden Angelegenheiten innert sechs Monaten nach ihrer Einregistrierung und 95% innert eines Jahres abgeurteilt werden. Was das Strafgericht betrifft, so werden 79% der in dessen Zuständigkeit fallenden Angelegenheiten innert eines Jahres abgeurteilt. In Zivilsachen werden 57% der Angelegenheiten aus dem Bereich des Familienrechts, die in die Zuständigkeit des Gerichts fallen, innert eines Jahres erledigt und 84% innert zwei Jahren. Von den Eheschutzmassnahmen, welche in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, werden 77% innert sechs Monaten erledigt und 91% innert eines Jahres. Schliesslich werden geldwerte Streitsachen, welche vom Gerichtspräsidenten beurteilt werden, in 79% der Fälle innert sechs Monaten und in 91% der Fälle innert eines Jahres erledigt.

### **c) Bezirksgericht der Saane**

Die Strafgerichtspräsidenten Pierre-Emmanuel Esseiva und Nicolas Ayer teilten die einregistrierten Angelegenheiten im Wesentlichen unter sich auf, da Gerichtspräsident André Waeber den grössten Teil seiner Zeit den Angelegenheiten des Wirtschaftsstrafgerichts und des Bezirksgerichts des Sees widmen musste.

Gerichtspräsidenten Pierre-Emmanuel Esseiva ist auf den 30. Juni 2004 von seinem Amt als Präsident der Gewerbekammer zurückgetreten. Das Kantonsgericht hat Gerichtspräsident François-Xavier Audergon ab dem 1. Februar 2004 zum stellvertretenden Präsidenten der Gewerbekammer ernannt.

Die Anzahl der einregistrierten Strafsachen in deutscher Sprache hat sich im Vergleich zum Vorjahr mehr als verdoppelt (2002: 42; 2003: 89).



#### **d) Bezirksgericht der Sense**

Die Lage ist auch im Jahr 2003 sehr angespannt geblieben (vgl. die Rechenschaftsberichte für das Jahr 2000, S. 30, für das Jahr 2001, S. 32, und für das Jahr 2002, S. 30). Die Gerichtspräsidenten stellen fest, dass in der Ansetzung und Behandlung der Angelegenheiten wie auch bei der Urteilsredaktion bedeutende Rückstände entstehen, die in naher Zukunft nicht abgebaut werden können. Sie beabsichtigen, eine Erhöhung der Anzahl Gerichtsschreiber-Stellen zu beantragen.

#### **e) Bezirksgericht Greyerz**

Gerichtspräsident Philippe Vallet hat einen grossen Teil seiner Arbeitszeit der Strafsache B. (Bilderdiebstahl) gewidmet.

Um der ständigen Zunahme der Anzahl Angelegenheiten zu begegnen, weisen die Gerichtspräsidenten auf zwei Lösungen hin: die Anstellung von zusätzlichem Personal – eine halbe Gerichtsschreiber-Stelle wurde beantragt – und die Zusammenlegung der Gerichte der drei südlichen Bezirke des Kantons (Greyerz, Glane und Vivisbach).

#### **f) Bezirksgericht des Sees**

Gerichtspräsident Markus Ducret ist vom Wahlkollegium in der Angelegenheit Spar- und Leihkasse Bösinggen zum Gerichtspräsidenten ad hoc des Wirtschaftsstrafgerichts ernannt worden, dies aufgrund des Ausstandes des Präsidenten dieses Gerichts, André Waeber. Gerichtspräsident Ducret hat dieser Aufgabe sechs volle Arbeitswochen gewidmet. Während dieser Zeit hat Vizepäsident Waeber die Angelegenheiten des Bezirksgerichts des Sees behandelt.

#### **g) Bezirksgericht der Glane**

Nachdem die seit 40 Jahren angestellte Buchhaltungssekretärin der Gerichtsschreiberei am 31. Oktober 2003 zwangsweise aus dem Staatsdienst ausgeschieden war, mussten der Gerichtspräsident und der Gerichtsschreiber eine Umgestaltung der Gerichtsschreiberei vornehmen. Um deren gutes Funktionieren zu garantieren, war die Justizdirektion dafür besorgt, umgehend neues Personal anzustellen.

#### **h) Bezirksgericht der Broye**

Eine halbe Stelle eines Gerichtsschreiber-Adjunkten ist ab dem 1. Mai 2003 auf das Untersuchungsrichteramt übertragen worden. Damit verfügt dieses Gericht zurzeit bloss noch über eine halbe Stelle eines Gerichtsschreiber-Adjunkten.

Die Umbauarbeiten, die aufgrund des geplanten Einzugs der Post im Gerichtsgebäude nötig wurden, konnten im Mai 2003 abgeschlossen werden.

#### **i) Wirtschaftsstrafgericht**

Das Wahlkollegium hat Rechtsanwalt Jacques Bonfils mit Wirkung ab dem 1. Januar 2004 zum Vizepäsidenten ernannt; er tritt die Nachfolge des zurückgetretenen Yves Sudan an.

## **4. Das Untersuchungsrichteramt**

Nach Ablauf seines Mandats von fünf Jahren ist Herr Jean-Frédéric Schmutz auf den 1. Dezember 2003 als Präsident des Untersuchungsrichteramtes zurückgetreten. Neben seiner Funktion als Untersuchungsrichter hat Herr Schmutz seine ganze Energie für Verwaltungsaufgaben aufgewendet und ist dabei trotzdem für sämtliche Mitarbeiter Ansprechpartner geblieben. Mit dem neuen Präsidenten des Untersuchungsrichteramtes spricht das Kantonsgericht Herrn Schmutz für seine Hingabe und die während seiner Präsidentschaft geleistete Arbeit seinen herzlichen Dank aus.

Das Wahlkollegium hat den bisherigen Vizepäsidenten, Herr Jean-Luc Mooser, zum neuen Präsidenten des Amtes sowie Herr Markus Julmy zum neuen Vizepäsidenten ernannt.

Das Jahr 2003 war geprägt vom Amtsantritt von Untersuchungsrichter Marc Bugnon, der ab dem 1. Juli 2003 die Nachfolge von Herrn Jacques Rayroud angetreten hat, sowie von Untersuchungsrichterin Yvonne Gendre, die ab dem 1. August 2003 Frau Françoise Morvant ersetzt hat. Letztere war seit 1992 als Untersuchungsrichterin

OHG und ab Dezember 1998 als Untersuchungsrichterin in Vollzeitstellung tätig, während Herr Rayroud 1994 zum Untersuchungsrichter gewählt worden war. Die beiden scheidenden Untersuchungsrichter haben ihre Aufgabe stets in gewissenhafter und unabhängiger Weise erfüllt. Wir entbieten ihnen unseren Dank und wünschen ihnen für die Zukunft alles Gute.

Die Untersuchungsrichter waren weiterhin darum bemüht, sich nach Rechtsgebieten (Wirtschaftskriminalität, Betäubungsmitteldelikte oder solche aus dem Bereich des Umweltrechts) zu spezialisieren.

In seinem Bericht hält der neue Präsident des Untersuchungsrichteramtes fest, dass 76% der im Jahr 2003 eröffneten Untersuchungen erledigt werden konnten, dass aber die Anzahl der alten – d. h. seit mehr als einem Jahr hängigen – Angelegenheiten im Vergleich zum Vorjahr zugenommen hat: Während Ende 2002 178 alte Angelegenheiten hängig waren, belief sich deren Anzahl per Ende 2003 auf 190, wovon 5 Untersuchungen vor dem 31. Dezember 1997 eröffnet worden waren; diese sollten im Jahr 2004 abgeschlossen werden können.

Beim Untersuchungsrichteramt wurden im Jahr 2003 16'475 Angelegenheiten anhängig gemacht, was im Vergleich zum Jahr 2002 (15'775) einer Erhöhung um 4% entspricht. Die Anzahl der hängigen Angelegenheiten ist von 2743 per Ende 2002 auf 3211 per Ende 2003 gestiegen. Die Untersuchungsrichter haben 381 Nichtanhandnahmeverfügungen (2002: 304), 264 Nichtweiterverfolgungsverfügungen betreffend identifizierte Täter (2002: 268), 521 Einstellungsverfügungen (2002: 505), 7 Abschlussverfügungen zuhanden der Strafkammer (2002: 2), 263 Überweisungsverfügungen an den Strafrichter (2002: 247) und 5734 Strafbefehle (2002: 4793) erlassen, wovon 403 mit Einsprache angefochten wurden (2002: 413). Weiter haben sie 1230 Bussenumwandlungen vorgenommen (2002: 1142) und 98 Rechtshilfebegehren aus dem In- und Ausland ausgeführt (2002: 122). Zudem haben sie in 334 Fällen Untersuchungshaft angeordnet (2002: 290); dies entspricht gesamthaft 15'635 Hafttagen, was im Vergleich zum Jahr 2002 (12'889) eine Erhöhung um 21% darstellt.

Im Durchschnitt ist jeder Richter ständig mit 317 Angelegenheiten befasst, was im Vergleich zum Vorjahr (246) eine Erhöhung um 29% darstellt. Der Präsident des Untersuchungsrichteramtes wiederholt (vgl. Rechenschaftsbericht für das Jahr 2001, S. 33 f., und für das Jahr 2002, S. 32), dass angesichts der Anforderungen der kontradiktorischen Untersuchung und der grossen zeitlichen Belastung, die einzelne Angelegenheiten mit sich bringen, die gleichzeitige Behandlung einer derart grossen Anzahl von Angelegenheiten eine hohe Arbeitslast bedeutet, welche deren rasche und gründliche Behandlung verunmöglicht. Zudem leistet jeder Richter sechs Wochen im Jahr Bereitschaftsdienst und übernimmt zusätzlich einen subsidiären Bereitschaftsdienst von ebenfalls sechs Wochen, Wochenenden inbegriffen. Seit 2003 ist ein Richter, dem besondere Angelegenheiten zugeteilt werden, von diesem Dienst dispensiert.

Die Zunahme der Anzahl anhängig gemachter Angelegenheiten, der Anzahl der den einzelnen Richtern zugeteilten Angelegenheiten und der Anzahl alter Angelegenheiten macht gemäss dem Präsidenten des Amtes die Schaffung einer zehnten Richterstelle erforderlich. Zurzeit verfügt jeder Richter über einen Gerichtsschreiber in Vollzeitstellung.

## **5. Die Friedensgerichte und die Führung der Vormundschaft**

**a)** Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts übt die Oberaufsicht aus über die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte (Art. 7 GOV); diesen obliegt die Aufsicht über die Verwaltung des Vormundschaftswesens in ihrem Bezirk (Art. 4 GOV). Das Kantonsgericht hat im Saanebezirk die Friedensgerichte des 2. und 4. Kreises in Prez-vers-Noréaz und Freiburg, im Sensebezirk das Friedensgericht des 1. Kreises in Rechthalten, im Seebezirk die Friedensgerichte des 1., 2., 3. und 4. Kreises in Misery-Courtion, Murten, Kerzers und Nant sowie im Glanebezirk das Friedensgericht des 2. Kreises in Romont inspiziert.

Diese Inspektionen haben dem Kantonsgericht erlaubt festzustellen, dass die Friedensgerichte gut geführt sind. Soweit dies notwendig war, hat das Kantonsgericht Anweisungen erteilt. Es hat insbesondere verschiedenen Friedensgerichten die Bedeutung der Führung von Gerichtsrodeln in Erinnerung gerufen.

**b)** Bei verschiedenen Friedensgerichten werden vor den Ferien zahlreiche Gesuche betreffend die Ausübung des Besuchsrechts eingereicht, welche zumeist dringlichen Charakter aufweisen.

**c)** Das Friedensgericht des 4. Kreises des Saanebezirks in Freiburg konnte im Frühling 2003 seine neuen Räumlichkeiten beziehen.

**d)** Ein am 11. Dezember 2003 durchgeführter Studientag der Westschweizer Sektion der Vereinigung der schweizerischen Amtsvormünder war dem Erwachsenenschutzrecht gewidmet (Vorentwürfe für eine Revision des Zivilgesetzbuches und für ein Bundesgesetz über das Verfahren vor den Kindes- und

Erwachsenenschutzbehörden). Die deutschsprachigen Friedensgerichte haben ihren traditionellen Weiterbildungstag am 2. Oktober 2003 abgehalten.

e) Die Friedensrichter treffen sich regelmässig im Rahmen der Konferenz der Friedensgerichte. Bei dieser Gelegenheit besprechen sie verschiedene Probleme, mit denen sie in der Praxis konfrontiert werden, und tauschen Erfahrungen aus. Im Jahr 2003 konnten sie einer Vorstellung von Time out beiwohnen, einer halbgeschlossenen Abteilung des Heims St-Etienne, welche Minderjährige aufnimmt, die sich in Schwierigkeiten befinden.

## 6. Die fürsorgerische Freiheitsentziehung

a) Gemäss dem Gesetz vom 26. November 1998 über die fürsorgerische Freiheitsentziehung (FFEG) übt die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts die Oberaufsicht über die Aufsichtskommission aus (Art. 7 GOV); diese übt die allgemeine Aufsicht über die angeordneten Einweisungen und Massnahmen aus und nimmt die gerichtliche Beurteilung in erster Instanz vor (Art. 16 und 18 FFEG). Präsident der Kommission ist Louis Sansonnens, Gerichtspräsident des Greyerzbezirks; die drei Stellvertreter sind Reinold Raemy, Gerichtspräsident des Sensebezirks, Philippe Vallet, Gerichtspräsident des Greyerzbezirks, und Peter Rentsch, Gerichtspräsident des Sensebezirks. Die Kommission verfügt für ihre Tätigkeit über die Gerichtsschreiberei des Bezirksgerichts des Greyerzbezirks.

b) Die Vormundschaftskammer des Kantonsgerichts hat am 17. Dezember 2003 eine Inspektion der Aufsichtskommission vorgenommen. Im Jahr 2003 wurden 415 fürsorgerische Freiheitsentziehungen angeordnet. Die Kommission hat in 56 Fällen eine gerichtliche Beurteilung vorgenommen. In vielen Fällen war Alkoholismus der Grund für die Einweisung; diese Krankheit betrifft Patienten jeden Alters und beiderlei Geschlechts. In der Regel waren die gerichtlich beurteilten Einweisungen von kurzer Dauer.

In 67 Fällen hat die Aufsichtskommission nach Eingang der Anzeige über die Entlassung der betroffenen Personen oder die freiwillige Fortsetzung der Freiheitsentziehung festgestellt, dass der Einweisungsentscheid nicht unverzüglich mitgeteilt worden war. Die Aufsichtskommission ist jedes Mal beim Arzt oder bei der Einweisungsbehörde vorstellig geworden, um ihnen die gesetzlichen Vorschriften in Erinnerung zu rufen.

c) Es ist ein vierteljährlicher Sitzungsplan erstellt worden, der den Einsatz der Kommissionsmitglieder im Voraus regelt. Die Kommissionsmitglieder, die Ärzte sind, konnten sich mit ihrer Entschädigung nicht mehr zufrieden geben (Rechenschaftsbericht für das Jahr 2002, S. 35). Inzwischen ist diese in Absprache mit dem Amt für Justiz angepasst worden. Seither ist dieses Thema von Seiten der Ärzte nicht mehr aufgegriffen worden. Nach Ansicht der Kommissionspräsidenten ist dies auch darauf zurückzuführen, dass die Ärzte im Vergleich zu früher weniger oft aufgebeten werden.

d) Die Kommission hat der Sicherheits- und Justizdirektion vorgeschlagen, die Schaffung einer Psychiatrieabteilung im Kantonsspital zu prüfen. Gemäss Antwort der Direktion wird diese die Frage der Direktion für Gesundheit und Soziales unterbreiten.

Ebenfalls hat die Kommission die Sicherheits- und Justizdirektion auf die Notwendigkeit hingewiesen, eine dem Tannenhof vergleichbare Anstalt für Frauen zu schaffen, dies eventuell im Rahmen eines Konkordats der französischsprachigen Kantone. Die Direktion hat die Konferenz der Polizeidirektoren der französischsprachigen Kantone und des Tessins um Stellungnahme ersucht.

## 7. Die Jugendstrafkammer

### 7.1. Allgemeines

Im Frühling 2003 konnte eine Bürochefin angestellt werden. Trotz dieser willkommenen Unterstützung wünscht der Präsident eine zusätzliche personelle Verstärkung des Sekretariats, um die fortlaufende Zunahme der anhängig gemachten Angelegenheiten bewältigen zu können; diese sind im Jahr 2003 gegenüber dem Vorjahr um 14% gestiegen (2002: 1830; 2003: 2084).

Die Jugendstrafkammer hat im April 2003 ihre neuen Räumlichkeiten bezogen. Diese sind geräumig und stellen ihre Benutzer vollumfänglich zufrieden.

Der Präsident und die Vizepräsidenten haben in mehreren kantonalen oder interkantonalen Kommissionen mitgewirkt, die sich mit Fragen der Gewalt oder dem Missbehagen von Minderjährigen befassen. Sie haben zahlreiche Vorträge gehalten und an Tagungen zu diesen Themen teilgenommen.

Ein Entwurf für ein Konkordat zwischen den Kantonen der französischsprachigen Schweiz, Bern und dem Tessin über den Vollzug von Einschliessungsstrafen an Jugendlichen ist den Kantonsregierungen unterbreitet worden. Vorgesehen sind die Errichtung einer geschlossenen Institution und der Ausbau der Anstalt in Pramont. Im Konkordat soll auch die Frage eines geschlossenen Heims für weibliche Jugendliche in Schwierigkeiten geregelt werden.

## **7.2. Bemerkungen zur Statistik**

Trotz der Zunahme der Angelegenheiten ist bei deren Behandlung kein Rückstand zu verzeichnen. Der Präsident weist darauf hin, dass die Anzahl der delinquierenden Mädchen erstmals mehr als 300 beträgt (303).

Die Strafanträge im Zusammenhang mit der Benutzung öffentlicher Verkehrsmittel haben zugenommen. Aufgrund der strengeren Haltung der betroffenen Unternehmen gegenüber Wiederholungstätern ist es in diesem Bereich schwieriger geworden, erfolgreich zu vermitteln.

Die Tatsache, dass als Disziplinarstrafe immer häufiger die Verpflichtung zur Arbeitsleistung angeordnet wird (2002: 20; 2003: 108), ist auf drei Faktoren zurückzuführen: der Wille der Richter, erzieherische Sanktionen aufzuerlegen, die neue gesetzliche Möglichkeit, diese Art von Strafe mittels Strafbefehl zu verhängen, sowie die ausgezeichnete Arbeit des Sozialdienstes der Kammer, welcher ein verlässliches Netz von Arbeitgebern geschaffen hat, die imstande sind, sich der jungen Delinquenten anzunehmen.

## **8. Die Betreibungsämter und das Konkursamt**

### **a) Die Betreibungsämter**

Die Geschäftsführung der Betreibungsämter im Kanton gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

Frau Anita Auderset, Substitutin beim Betreibungsamt des Seebezirks, ist nach 35 Dienstjahren, in denen sie sich der Sache mit grosser Hingebung gewidmet hat, in den Ruhestand getreten. Wir danken ihr für ihren Einsatz und entbieten ihr für den Ruhestand unsere besten Wünsche.

Die Entwicklung der Betreibungen und Konkurse im Kanton kann dem statistischen Teil entnommen werden.

### **b) Das Konkursamt**

Der neue Vorsteher, Herr Alexandre Freundler, hat sein Amt im Februar 2003 angetreten.

\*\*\*\*\*

Genehmigen Sie, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung.

Freiburg, den 18. Februar 2004

Der Gerichtsschreiber

**HENRI ANGELOZ**

Der Präsident

**ROLAND HENNINGER**

# PARTIE STATISTIQUE / STATISTISCHER TEIL

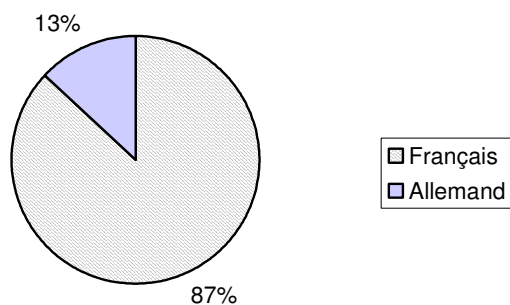
---

## A. Tribunal cantonal *Kantonsgericht*

### Langue des affaires liquidées / *Sprache der erledigten Angelegenheiten*

Le Tribunal cantonal ou l'une de ses sections ont liquidé 1612 affaires en 2003, dont 1412 en français et 200 en allemand.

*Das Kantonsgericht oder eine seiner Abteilungen haben im Jahre 2003 1612 Angelegenheiten erledigt, davon 1412 auf Französisch und 200 auf Deutsch.*



### 1. I<sup>e</sup> Cour d'appel civil *I. Zivilappellationshof*

En 2003, 108 recours ont été interjetés (2002: 60; 2001: 71; 2000: 70; 1999: 70). La Cour a rendu 83 arrêts (2002: 63; 2001: 73; 2000: 64; 1999: 75).

*2003 wurden 108 Berufungen eingereicht (2002: 60; 2001: 71; 2000: 70; 1999: 70). Der I. Zivilappellationshof hat 83 Entscheide gefällt (2002: 63; 2001: 73; 2000: 64; 1999: 75).*

Au 31 décembre 2003, 73 causes étaient pendantes (2002: 48; 2001: 51; 2000: 54; 1999: 47). Elles dataient de 2000 (1), 2002 (1), 2003 (71).

*Am 31. Dezember 2003 waren 73 Angelegenheiten hängig (2002: 48; 2001: 51; 2000: 54; 1999: 47). Sie stammen aus den Jahren 2000 (1), 2002 (1), 2003 (73).*

## Récapitulation / Zusammenfassung

Recours reportés de 2002 à 2003 / <i>Von 2002 auf 2003 übertragene Berufungen</i>	48
Recours déposés en 2003 / <i>2003 eingereichte Berufungen</i>	108
Recours liquidés en 2003 / <i>2003 erledigte Berufungen</i>	83
Recours reportés en 2003 / <i>auf 2003 übertragene Berufungen</i>	73
<b>Total</b>	<b>156 156</b>

Le sort suivant a été réservé aux recours:

*Die Berufungen nahmen folgenden Ausgang:*

Admis / <i>Gutheissung</i>	19
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	13
Rejetés / <i>Abweisung</i>	18
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	16
Retirés / <i>Rückzug</i>	7
Transaction / <i>Vergleich</i>	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	3
<b>Total</b>	<b>83</b>

## Nature des affaires / Rechtsgebiete

Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	0
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	35
dont divorces / <i>davon Ehescheidungen</i>	15
Droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	2
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	5
Droits réels / <i>Sachenrecht</i>	6
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	25
Divers / <i>Verschiedenes</i>	10
<b>Total</b>	<b>83</b>

## Par arrondissements / Nach Bezirken

Sarine / <i>Saane</i>	32
Singine / <i>Sense</i>	9
Gruyère / <i>Greyerz</i>	12
Lac / <i>See</i>	12
Glâne / <i>Glane</i>	10
Broye / <i>Broye</i>	4
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	4
<b>Total</b>	<b>83</b>

## 2. II<sup>e</sup> Cour d'appel civil II. Zivilappellationshof

En 2003, 153 causes ont été inscrites au rôle (2002: 138; 2001: 126; 2000: 151; 1999: 152), dont 145 recours, 4 actions et 2 causes relevant du droit de l'arbitrage.

*2003 wurden 153 Angelegenheiten anhängig gemacht (2002: 138; 2001: 126; 2000: 151, 1999: 152), davon 145 Berufungen, 4 Klagen und 2 Angelegenheiten aus dem Bereich des Schiedsgerichtsbarkeitsrechts.*

La Cour ou son président ont rendu 146 arrêts (2002: 130; 2001: 139; 2000: 158; 1999: 154).

*Der II. Zivilappellationshof oder sein Präsident haben 146 Entscheide gefällt (2002: 130; 2001: 139; 2000: 158; 1999: 154).*

Au 31 décembre 2003, 46 causes étaient pendantes (2002: 39; 2001: 32; 2000: 45; 1999: 52). Elles dataient de 1998 (1), 2001 (1), 2002 (3) et 2003 (41).

*Am 31. Dezember 2003 waren 46 Angelegenheiten hängig (2002: 39; 2001: 32; 2000: 45; 1999: 52). Sie stammen aus den Jahren 1998 (1), 2001 (1), 2002 (3) und 2003 (41).*

### Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2002 à 2003 / <i>Von 2002 auf 2003 übertragene Verfahren</i>	39
Causes introduites en 2003 / <i>2003 eingereichte Verfahren</i>	153
Causes liquidées en 2003 / <i>2003 erledigte Verfahren</i>	146
Causes reportées en 2004 / <i>auf 2004 übertragene Verfahren</i>	46
<b>Total</b>	<hr/> <b>192 192</b>

### Autorité de recours / Berufungsinstanz

La Cour s'est prononcée sur 131 recours en appel qui ont reçu le sort suivant :

*Der II. Zivilappellationshof hat 131 Berufungen behandelt, welche folgenden Ausgang nahmen:*

Admis / <i>Gutheissung</i>	37
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	5
Rejetés / <i>Abweisung</i>	53
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	32
Transaction / <i>Vergleich</i>	0
Transaction / <i>Vergleich</i>	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	1
<b>Total</b>	<hr/> <b>131</b>

### **Nature des affaires / Rechtsgebiete**

Assistance judiciaire / <i>Unentgeltliche Rechtspflege</i>	24
Prud'hommes / <i>Gewerbegerichtsbarkeit</i>	19
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	3
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	76
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	26
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	38
Divers / <i>Verschiedenes</i>	9
<b>Total</b>	<b>131</b>

### **Par arrondissements / Nach Bezirken**

Sarine / <i>Saane</i>	56
Singine / <i>Sense</i>	15
Gruyère / <i>Greyerz</i>	19
Lac / <i>See</i>	15
Glâne / <i>Glane</i>	9
Broye / <i>Broye</i>	11
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	6
<b>Total</b>	<b>131</b>

### **Instance unique / Einzige Instanz**

La Cour a rendu 7 arrêts / *Der II. Zivilappellationshof hat 7 Entscheide gefällt.*

### **Divers / Verschiedenes**

La Cour a statué sur un recours en nullité contre une sentence arbitrale.

*Der II. Zivilappellationshof hat eine gegen einen Schiedsspruch gerichtete Nichtigkeitsbeschwerde behandelt.*

## **3.**

### **Chambres des poursuites et des faillites Schuldbetreibungs- und Konkurskammer**

En 2003, 89 causes ont été introduites (2002: 115; 2001: 128; 2000: 117; 1999: 108).

*2003 wurden 89 Verfahren eingeleitet (2002: 115; 2001: 128; 2000: 117; 1999: 108).*

La Chambre a rendu 94 décisions (2002: 115; 2001: 126; 2000: 114; 1999: 100).

*Die Kammer hat 94 Entscheide gefällt (2002: 115; 2001: 126; 2000: 114; 1999: 100).*



## Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2002 à 2003 / <i>Von 2002 auf 2003 übertragene Verfahren</i>	16
Causes introduites en 2003 / <i>2003 eingereichte Verfahren</i>	89
Causes liquidées en 2003, dont 76 plaintes / <i>2003 erledigte Verfahren, davon 76 Beschwerden</i>	94
Causes reportées en 2004 / <i>auf 2004 übertragene Verfahren</i>	11
<b>Total</b>	<b>105 105</b>

Les plaintes liquidées l'ont été de la manière suivante :  
*Die erledigten Beschwerden nahmen folgenden Ausgang :*

Admises / <i>Gutheissung</i>	5
Partiellement admises / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6
Rejetées / <i>Abweisung</i>	43
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	13
Retirées / <i>Rückzug</i>	4
<b>Total</b>	<b>76</b>

Temps écoulé entre le dépôt de la plainte et l'arrêt de la Chambre:  
*Zeitraum zwischen Eingang der Beschwerde und Entscheid der Kammer:*

1 à 15 jours	<i>1 bis 15 Tage</i>	17
15 jours à 1 mois	<i>15 Tage bis 1 Monat</i>	28
1 à 2 mois	<i>1 bis 2 Monate</i>	12
Plus de 2 mois	<i>mehr als 2 Monate</i>	19
<b>Total</b>		<b>76</b>

Les 76 plaintes liquidées étaient dirigées contre des décisions rendues par :  
*Die 76 erledigten Beschwerden richteten sich gegen Entscheide von :*

Offices des poursuites	<i>Betreibungsämter</i>	74
Office des faillites	<i>Konkursamt</i>	2
Administration spéciale de la faillite	<i>Ausseramtliche Konkursverwaltung</i>	0
<b>Total</b>		<b>76</b>

Elles se répartissent ainsi :

*Sie teilen sich wie folgt auf :*

## 1. Poursuites / *Betreibungen*

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Admises <i>Gutheissung</i>	Partiellement admises <i>Teilweise Gutheissung</i>	Rejetées <i>Abweisung</i>	Irrecevables <i>Nicht- eintreten</i>	Sans objet <i>Gegen- standslos</i>	Retirées <i>Rückzug</i>	Total <i>Total</i>
Sarine / <i>Saane</i>	2	2	18	2	8	2	34
Singine / <i>Sense</i>	1	0	10	2	1	0	14
Gruyère / Greyerz	1	1	2	0	0	0	4
Lac / <i>See</i>	0	1	3	0	0	0	4
Glâne / <i>Glane</i>	0	0	5	1	2	2	10
Broye / <i>Broye</i>	0	0	2	0	0	0	2
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	1	2	2	0	1	0	6
<b>Total / <i>Total</i></b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>42</b>	<b>5</b>	<b>12</b>	<b>4</b>	<b>74</b>

## 2. Faillites / *Konkurse*

Office cantonal des faillites / <i>Kantonales Konkursamt</i>	0	0	1	0	1	0	2
Administration spéciale de la faillite <i>Ausseramtliche Konkurs- verwaltung</i>	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total général <i>Gesamttotal</i></b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>43</b>	<b>5</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>76</b>

En outre, la Chambre a rejeté 2 demandes de restitution de délai (art. 33 al. 4 LP) et en a déclaré 1 sans objet.

*Weiter hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer 2 Gesuche um Wiederherstellung der Frist (Art. 33 Abs. 4 SchKG) abgewiesen und ein solches Gesuch als gegenstandslos abgeschrieben.*

Elle s'est prononcée sur 3 demandes de nouvelle estimation (art. 9 al. 2 ORFI).

*Sie hat über 3 Gesuche um neue Schätzung (Art. 9 Abs. 2 VZG) entschieden.*

Elle a pris 4 décisions en matière de réalisation de parts de communautés.

*Sie hat 4 Entscheide im Bereich der Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen getroffen.*

Enfin, dans 5 faillites, elle a fixé la rémunération de l'administration spéciale.

*Schliesslich hat sie in 5 Konkursverfahren die Entschädigung der ausseramtlichen Konkursverwaltung festgesetzt.*

# Statistiques des poursuites et des faillites dans le canton en 2003 / Statistik der Schuldbetreibungs- und Konkursachen im Kanton für 2003

## Poursuites / Betreibungen

87'755 poursuites ont été introduites en 2003 (2002: 77'250; 2001: 84'861; 2000: 81'418; 1999: 76'435).

Im Jahre 2003 wurden 87'755 Betreibungen eingeleitet (2002: 77'250; 2001: 84'861; 2000: 81'418; 1999: 76'435).

Elles se répartissent ainsi :

Sie teilen sich folgt auf:

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Commandements de payer Zahlungsbefehle	36'198	8'785	13'770	8'648	6'386	8'622	5'346	87'755
Réquisitions de continuer la poursuite Begehren um Fortsetzung der Betreibung	26'568	6'496	10'251	6'230	5'149	6'549	4'004	65'247
Réquisitions de vente Verwertungsbegehren	508	307	341	301	220	120	45	1'842
Ventes mobilières Verwertungen von beweglichen Sachen	8	8	0	1	0	3	0	20
Ventes immobilières Verwertungen von Liegenschaften	25	4	12	4	9	21	4	79
Réalisations forcées chez des agriculteurs Zwangsverwertungen bei Landwirten	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>63'307</b>	<b>15'600</b>	<b>24'374</b>	<b>15'184</b>	<b>11'764</b>	<b>15'315</b>	<b>9'399</b>	<b>154'943</b>

Il paraît intéressant de reproduire la statistique des poursuites engagées en 2003 **dans l'arrondissement de la Sarine**, ainsi que, pour ce même arrondissement, la statistique concernant l'enregistrement des pactes de réserve de propriété.

Von Interesse erscheint die Statistik 2003 der im Saanebezirk eingeleiteten Betreibungen sowie der in diesem Bezirk eingetragenen Eigentumsvorbehalte.

### a) Statistique des opérations de l'office Statistik der Handlungen des Betreibungsamtes

	2002	2003
Poursuites engagées / eingeleitete Betreibungen	32'200	36'198
Réquisitions de continuer / Fortsetzungsbegehren	25'683	26'568
Saisies exécutées / Vollzogene Pfändungen	9'053	8'712
Comminations de faillite / Konkursandrohungen	1'032	1'037
Actes de défaut de biens définitifs / Definitive Verlustscheine	7'354	13'260
Prises d'inventaire (loyer) / Retentionsverzeichnisse (Miete)	41	88
Séquestres / Arrest	16	6
Ventes exécutées / Vollzogene Verwertungen		
- mobilières - bewegliche Sachen	11	8

- immobilières - <i>Liegenschaften</i>	28	25
Réserves de propriété / <i>Eigentumsvorbehalte</i>	52	78
Renseignements / <i>Auskünfte</i>	20'829	20'687
Réquisitions de vente / <i>Verwertungsbegehren</i>	730	508

b) **Statistique des poursuites engagées**  
**Statistik der eingeleiteten Betreibungen**

	2002	2003
Impôts / <i>Steuern</i>	7'442	10'956
Fournisseurs / <i>Lieferanten</i>	8'699	9'161
A.V.S. / <i>AHV</i>	2'147	2'228
Frais judiciaires / <i>Gerichtskosten</i>	407	374
Amendes et taxes diverses / <i>Bussen und verschiedene Gebühren</i>	905	1217
Loyers, fermages / <i>Miete, Pacht</i>	821	874
Prises d'inventaire / <i>Aufnahme Güterverzeichnis</i>	44	88
Cotisations syndicales / <i>Gewerkschaftsbeiträge</i>	115	97
Assurances diverses / <i>Verschiedene Versicherungsbeiträge</i>	11'915	11'731
Banques / <i>Banken</i>	909	833
Réalizations de gages mobiliers et immobiliers / <i>Verwertung von Fahrnis- und Grundpfandrechten</i>	273	227
Honoraires de médecins, frais d'hôpitaux, pharmacies <i>Honorare von Ärzten, Spitalkosten, Apotheken</i>	1'533	1'085
Honoraires d'avocats / <i>Anwaltshonorare</i>	103	103
Pensions alimentaires / <i>Unterhaltsbeiträge</i>	132	132
Effets de change / <i>Wechselbetreibungen</i>	6	2
Indemnités, réparation de dommages / <i>Entschädigungen, Schadenersatz</i>	11	23
Séquestres / <i>Arrest</i>	16	6
Divers / <i>Verschiedenes</i>	8	42

c) **Enregistrement des pactes de réserve de propriété**  
**Eintragung von Eigentumsvorbehalten**

	2002	2003
Mobilier de ménage / <i>Hausrat</i>	1	0
Voitures automobiles / <i>Personenwagen</i>	32	46
Motos, vélomoteurs / <i>Motorräder, Motorfahräder</i>	0	0
Camions, machines d'entreprises / <i>Lastwagen, Geschäftsmaschinen</i>	11	2
Tracteurs, machines agricoles / <i>Traktoren, Landwirtschaftliche Maschinen</i>	5	10
Radios, grammos, enregistreurs, TV / <i>Radios, Schallplatten-, Kassettengeräte, TV</i>	0	0

Machines et matériels d'agencement pour hôtel, restaurant, magasins / <i>Maschinen und Einrichtungsgegenstände für Hotels, Restaurants, Geschäfte</i>	0	17
Équipement de bureaux / <i>Büroeinrichtungen</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	3	2
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>78</b>

Valeur totale des montants garantis figurant sur les contrats enregistrés:

*Gesamtwert der gemäss den eingetragenen Verträgen sichergestellten Beträge:*

2003: Fr. 10'038'902.30; 2002: Fr. 1'834'920.90; 2001:	Fr.	3'131'482.70;
2000: Fr. 6'078'958.55; 1999: Fr. 2'928'151.50; 1998:	Fr.	4'771'249.90;

## Faillites / Konkurse

---

359 faillites ont été prononcées en 2003 (2002: 355; 2001: 316; 2000: 366; 1999: 371).

*2003 wurden 359 Konkurse eröffnet (2002: 355; 2001: 316; 2000: 366; 1999: 371).*

359 faillites ont été liquidées.  
*359 Konkurse wurden abgeschlossen.*

71 faillites antérieures à l'année 2003 ne sont pas liquidées.  
*71 vor 2003 eröffnete Konkurse sind noch nicht abgeschlossen.*

Les faillites prononcées en 2003 se répartissent ainsi:  
*Die 2003 eröffneten Konkurse verteilen sich wie folgt:*

Arrondissements / *Bezirke*

Sarine / <i>Saane</i>	181
Singine / <i>Sense</i>	35
Gruyère / <i>Greyerz</i>	41
Lac / <i>See</i>	35
Glâne / <i>Glane</i>	28
Broye / <i>Broye</i>	29
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	10
<b>Total</b>	<b>359</b>

## Procédure suivie / Verfahren:

### • Ouvertures de faillite / Konkursöffnungen

Procédure ordinaire / <i>Ordentliches Verfahren</i>	0
Procédure sommaire / <i>Summarisches Verfahren</i>	198
Annulation / <i>Aufhebung</i>	6
Révocation / <i>Widerruf</i>	4
Suspension faute d'actif / <i>Einstellung mangels Aktiven</i>	151
<b>Total</b>	<b>359</b>

### • Liquidations de faillite / Konkursverfahren

Procédure ordinaire / <i>Ordentliches Verfahren</i>	1
Procédure sommaire / <i>Summarisches Verfahren</i>	191
Suspension ultérieure faute d'actif / <i>Spätere Einstellung mangels Aktiven</i>	157
Révocation / <i>Widerruf</i>	10
<b>Total</b>	<b>359</b>

Total des pertes résultant des procédures ordinaires et sommaires:

*Gesamtbetrag der Verluste in den ordentlichen und summarischen Verfahren:*

2003: Fr. 91'283'981.96;      2002: Fr. 259'922'177.--;  
2001: Fr. 205'163'914.--;      2000: Fr. 51'930'227.80;  
1999: Fr. 128'291'401.40;      1998: Fr. 133'593'864.28.

---

## Concordats / Nachlassverträge

---

En 2003, un concordat ordinaire et un concordat par abandon d'actif ont été homologués. Un concordat a été révoqué. 13 sursis concordataires ont été accordés.

*2003 wurden ein ordentlicher Nachlassvertrag und ein Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung bestätigt. Ein Nachlassvertrag wurde widerrufen. 13 Nachlassstundungen wurden gewährt.*

## 4. Cour de modération Moderationshof

24 affaires ont été inscrites au rôle en 2003 (2002: 14; 2001: 19; 2000: 57; 1999: 58).

*2003 wurden 24 Angelegenheiten anhängig gemacht (2002: 14; 2001: 19; 2000: 57; 1999: 5).*

## Récapitulation / Zusammenfassung

Causes reportées de 2002 à 2003 / <i>Von 2002 auf 2003 übertragene Verfahren</i>	2
Causes introduites en 2003 / <i>2003 eingereichte Verfahren</i>	24
Causes liquidées en 2003 / <i>2003 erledigte Verfahren</i>	23
Causes reportées de 2003 à 2004 / <i>Von 2003 auf 2004 übertragene Verfahren</i>	3
<b>Total</b>	<b>26 26</b>

Les 23 décisions rendues concernaient notamment :

*Die 23 gefällten Entscheide betrafen insbesondere :*

**Art. 14 ss du Tarif des honoraires et débours d'avocat dus à titre de dépens** (litiges de partie à partie: recours contre des ordonnances présidentielles)

**Art. 14 ff. des Tarifs der als Parteikosten in Zivilsachen geschuldeten Anwaltshonorare und -auslagen** (*Streitigkeiten unter den Parteien: Rekurse gegen Präsidialverfügungen*)

Admis / <i>Gutheissung</i>	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4
<b>Total</b>	<b>12</b>

**Art. 26 al. 3 et 28 de la loi du 12 décembre 2002 sur la profession d'avocat** (contestations avocat - client dans des affaires qui n'ont pas été portées devant le juge et recours).

**Art. 23 Abs. 2 und 25 des Gesetzes vom 12. Dezember 2002 über den Anwaltsberuf** (*Streitigkeiten Anwalt - Klient in Angelegenheiten, die nicht vor den Richter gebracht wurden, sowie Beschwerden*)

Demandes ou recours admis / <i>Klagen oder Beschwerden gutgeheissen</i>	3
Transaction / <i>Vergleich</i>	1
<b>Total</b>	<b>4</b>

**Art. 21 de la loi sur l'assistance judiciaire** (indemnité globale au défenseur d'office en matière civile - recours contre ordonnances présidentielles)

**Art. 21 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege** (*Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Zivilsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen*)

Admis / <i>Gutheissung</i>	1
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1
<b>Total</b>	<b>2</b>

**Art. 26 de la loi sur l'assistance judiciaire** (indemnité globale au défenseur d'office en matière pénale - recours contre ordonnances présidentielles)

**Art. 26 des Gesetzes über die unentgeltliche Rechtspflege** (*Pauschalentschädigung an den amtlichen Verteidiger in Strafsachen - Beschwerden gegen Präsidialverfügungen*)

Rejeté / <i>Abweisung</i>	1
Retiré / <i>Rückzug</i>	1
<b>Total</b>	<b>2</b>

## 5. Chambre des tutelles Vormundschaftskammer

10 affaires ont été inscrites au rôle en 2003 (2002: 14; 2001: 11; 2000: 17; 1999: 14).

*2003 wurden 10 Angelegenheiten anhängig gemacht (2002: 14; 2001: 11; 2000: 17; 1999: 14).*

La Chambre a rendu 7 décisions (2002: 16; 2001: 13; 2000: 17; 1999: 10).

*Die Vormundschaftskammer hat 7 Entscheide gefällt (2002: 16; 2001: 13; 2000: 17; 1999: 10).*

1 recours a été admis; 1 l'a été partiellement, 3 ont été rejetés, 1 a été déclaré irrecevable et 1 a été retiré.

*1 Beschwerde wurde gutgeheissen, 1 wurde teilweise gutgeheissen, 3 wurden abgewiesen, auf 1 wurde nicht eingetreten und 1 wurde zurückgezogen.*

Il paraît intéressant de reproduire le récapitulatif des nouvelles mesures de tutelle ordonnées en 2003 dans tout le canton, ainsi que celui desdites mesures en vigueur à fin 2003.

*Es erscheint aufschlussreich, an dieser Stelle eine Aufstellung der 2003 im ganzen Kanton neu angeordneten vormundschaftlichen Massnahmen sowie die Anzahl der Ende 2003 noch bestehenden Massnahmen wiederzugeben.*

**Nombre de personnes à l'égard desquelles de nouvelles mesures de tutelle ont été ordonnées en 2003 dans le canton:**

***Zusammenfassende Darstellung der Personen, die 2003 im Kanton neu von vormundschaftlichen Massnahmen betroffen waren:***

<b>A. Majeurs / Mündige</b>		1.1.-31.12.03
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 369	31
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 370	11
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 371	0
- interdiction / <i>Entmündigung</i>	art. 372	70
- dont placement sous autorité parentale <i>davon Unterstellung unter die elterliche Gewalt</i>	art. 385	15
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392	65
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 393	36
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392/393	33
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 394	307
- conseil légal (coopérant/gérant/combiné) <i>Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/kombinierte)</i>	art. 395	47
- Priv. lib. ass. / <i>FFE</i>	art. 397a	135



<b>B. Mineurs / Unmündige</b>		
- mesures protectrices / <i>geeignete Massnahmen</i>	art. 307	65
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 308	306
- curatelle/constatation de la paternité <i>Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft</i>	art. 309	17
- retrait du droit de garde des père et mère <i>Aufhebung der elterlichen Obhut</i>	art. 310	32
- curatelle / constatation de la paternité et obligation d'entretien <i>Beistandschaft / Feststellung der Vaterschaft und Unterhaltspflicht</i>	art. 309/308	69
- retrait du droit de garde des père et mère et curatelle <i>Aufhebung der elterlichen Obhut und Beistandschaft</i>	art. 310/308	15
- retrait de l'autorité parentale / <i>Entziehung der elterlichen Gewalt</i>	art. 311/312	7
- mesures pour la protection des biens de l'enfant / <i>geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens</i>	art. 324	3
- curatelle d'administration des biens de l'enfant <i>Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens</i>	art. 325	4
- tutelle pour mineurs / <i>Vormund für Unmündige</i>	art. 368	43
- curatelle pour mineurs / <i>Beistand für Unmündige</i>	art. 392	103
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce / <i>Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren</i>	art. 146	7
- autorité parentale conjointe art. 298a / art. 7a al. 3 Tit. fin. en relation avec art. 134 al. 3 <i>Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge</i> Art. 298a / Art. 7a Abs. 3 SchlT i. V. mit Art. 134 Abs. 3		28

**Nombre de personnes concernées par des mesures de tutelle en vigueur au 31 décembre 2003 dans tout le canton:**

***Zusammenfassende Darstellung der Personen, die Ende 2003 im Kanton von rechtskräftigen vormundschaftlichen Massnahmen betroffen sind:***

<b>A. Majeurs / Mündige</b>		31.12.2003
- tutelle / <i>Vormundschaft</i>	art. 369	515
- tutelle / <i>Vormundschaft</i>	art. 370	113
- tutelle / <i>Vormundschaft</i>	art. 371	13
- tutelle / <i>Vormundschaft</i>	art. 372	880
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392	64
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 393	157
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 392/393	121
- curatelle / <i>Beistandschaft</i>	art. 394	1318
- conseil légal (coopérant/gérant/combiné) <i>Beiratschaft (Mitwirkung/Verwaltung/kombinierte)</i>	art. 395	493
- Priv. lib. ass. / <i>FFE</i>	art. 397a	45

<b>B. Mineurs / Unmündige</b>		
- mesures protectrices / geeignete Massnahmen	art. 307	215
- curatelle / Beistandschaft	art. 308	924
- curatelle/constatation de la paternité Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft	art. 309	15
- retrait du droit de garde des père et mère Aufhebung der elterlichen Obhut	art. 310	41
- curatelle/constatation de la paternité et obligation d'entretien Beistandschaft/Feststellung der Vaterschaft und Unterhaltspflicht	art. 309/308	104
- retrait du droit de garde des père et mère et curatelle Aufhebung der elterlichen Obhut und Beistandschaft	art. 310/308	35
- retrait de l'autorité parentale / Entziehung der elterlichen Gewalt	art. 311/312	45
- mesures pour la protection des biens de l'enfant / geeignete Massnahmen zum Schutz des Kindesvermögens	art. 324	5
- curatelle d'administration des biens de l'enfant / Beistandschaft für Verwaltung des Kindesvermögens	art. 325	26
- tutelle pour mineurs / Vormund für Unmündige	art. 368	194
- curatelle pour mineurs / Beistand für Unmündige	art. 392	162
- représentation de l'enfant dans la procédure de divorce / Vertretung von Kindern in Scheidungsverfahren	art. 146	9
- autorité parentale conjointe art. 298a / art. 7a al. 3 Tit. fin. en relation avec art. 134 al. 3 Zuteilung der gemeinsamen elterlichen Sorge Art. 298a / Art. 7a Abs. 3 SchlT i.V. mit Art. 134 Abs. 3		34

## 6. Chambre du registre du commerce Handelsregisterkammer

1 affaire a été inscrite au rôle en 2003 (2002: 3; 2001: 3; 2000: 3; 1999: 2). La Chambre a rendu 2 arrêts (2002: 2; 2001: 2; 2000: 3; 1999: 2).

2003 wurde 1 Angelegenheit anhängig gemacht (2002: 3; 2001: 3; 2000: 3; 1999: 2). Die Handelsregisterkammer hat 2 Entscheide gefällt (2002: 2; 2001: 2; 2000: 3; 1999: 2).

Depuis l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 2003, de la loi du 7 mars 2001 sur le Service du registre du commerce, la Chambre n'est plus l'autorité de surveillance en la matière. La surveillance est exercée par la Direction de l'économie et de l'emploi qui est aussi l'autorité de recours contre les décisions du préposé. Les décisions de la Direction peuvent faire l'objet d'un recours à la Chambre.

Mit dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 7. März 2001 über das Handelsregisteramt am 1. Januar 2003 ist die Handelsregisterkammer in diesem Bereich nicht mehr Aufsichtsbehörde. Die Aufsicht wird von der Volkswirtschaftsdirektion ausgeübt; diese ist auch Beschwerdeinstanz gegen die Verfügungen des Registerführers. Die Entscheide der Direktion können an die Handelsregisterkammer weitergezogen werden.

## 7. Cour d'appel pénal Strafappellationshof

En 2003, 78 recours ont été interjetés (2002: 65; 2001: 80; 2000: 76; 1999: 67). La Cour a rendu 76 arrêts (2002: 67; 2001: 64; 2000: 77; 1999: 44).

2003 wurden 78 Berufungen eingereicht (2002: 65; 2001: 80; 2000: 76; 1999: 67). Der Hof hat 76 Entscheide gefällt (2002: 67; 2001: 64; 2000: 77; 1999: 44).

### Récapitulation / Zusammenfassung

Recours reportés de 2002 à 2003 / Von 2002 auf 2003 übertragene Berufungen	50	
Recours déposés en 2003 / 2003 eingereichte Berufungen	78	
Recours liquidés en 2003 / 2003 erledigte Berufungen	76	
Recours reportés en 2004 / auf 2004 übertragene Berufungen	52	
<b>Total</b>	<b>128</b>	<b>128</b>

Les 76 recours liquidés ont reçu le sort suivant:

*Die 76 erledigten Berufungen nahmen folgenden Ausgang:*

Admis / Gutheissung	7	
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	20	
Rejetés / Abweisung	42	
Irrecevables / Nichteintreten	5	
Sans objet / Gegenstandslos	1	
Retiré / Rückzug	1	
<b>Total</b>	<b>76</b>	

Ces 76 recours étaient dirigés contre des jugements rendus par:

*Diese 76 Berufungen richteten sich gegen Urteile folgender Behörden:*

- **Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht**

Sarine / Saane	13	
Singine / Sense	4	
Gruyère / Greyerz	13	
Lac / See	6	
Glâne / Glane	6	
Broye / Broye	1	
Veveyse / Vivisbach	1	
<b>Total</b>	<b>44</b>	

- **Juge de police / Polizeirichter**

Sarine / Saane	12
Singine / Sense	3
Gruyère / Greyerz	7
Lac / See	4
Glâne / Glane	3
Broye / Broye	2
Veveyse / Vivisbach	0
<b>Total</b>	<b>31</b>

- **Juge pénal des mineurs / Jugendstrafrichter** 0

- **Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht** 1

La Cour a accueilli 4 requêtes de radiation au casier judiciaire, en a rejeté 4, en a classé 1 sans suite et en a déclaré 1 autre sans objet.

*Der Strafappellationshof hat 4 Gesuche um Löschung eines Eintrags im Strafregister gutgeheissen, 4 abgewiesen, hat 1 Gesuch ohne Folge klassiert und 1 weiteres als gegenstandslos abgeschrieben.*

## 8. Chambre pénale Strafkammer

En 2003, 1099 affaires ont été inscrites au rôle de la Chambre et de son président (2002: 1017; 2001: 828; 2000: 777; 1999: 818). La Chambre s'est prononcée sur 709 cas (2002: 597; 2001: 454; 2000: 457; 1999: 425) qui se répartissent ainsi:

*2003 wurden 1099 Angelegenheiten vor der Kammer und ihrem Präsidenten anhängig gemacht (2002: 1017; 2001: 828; 2000: 777; 1999: 818). Die Kammer hat 709 Fälle erledigt (2002: 597; 2001: 454; 2000: 457; 1999: 425), die sich wie folgt verteilen:*

• Visa du maintien en détention préventive / Visum der Aufrechterhaltung der Untersuchungshaft	472
• Recours contre décisions / Beschwerden gegen Entscheide	180
- du juge d'instruction / des Untersuchungsrichters dont / davon	166
o mise en détention / Untersuchungshaft	11
o refus de mise en liberté / Verweigerung der Freilassung	17
o renvoi / renonciation à la poursuite / Überweisung / Verzicht auf die Strafverfolgung	78
- du tribunal pénal d'arrondissement / des Bezirksstrafgerichts	4
- du juge pénal des mineurs / des Jugendstrafrichters	3
- du préfet / des Oberamtmannes	2
- de la Cour d'appel pénal / des Strafappellationshofes	2
- du juge de police / des Polizeirichters	3

• Demandes de révision / <i>Revisionsgesuche</i>	9
• Requêtes d'indemnité / <i>Entschädigungsgesuche</i>	35
• Non-lieu / <i>Einstellung</i>	10
• Divers / <i>Verschiedenes</i>	3
	<hr/>
	<b>709</b>

L'application de l'art. 242 CPP, qui confère à celui qui subit un préjudice causé par une arrestation ou une détention injustifiée ou par une erreur judiciaire (al. 1) ou par un autre acte de procédure (al. 2) le droit à une indemnité à l'encontre de l'Etat, a donné lieu à l'allocation d'une indemnité dans 13 affaires pour un montant total de 321'720 francs. Dans 2 affaires, l'indemnité a été allouée sur la base de l'alinéa 1 et dans les 11 autres sur la base de l'alinéa 2. Dans un cas, le montant alloué sur la base de l'alinéa 1 s'est élevé à 163'309 francs et dans un autre cas, sur la base de l'alinéa 2, à 62'135 francs.

*Art. 242 StPO gibt jenen Personen, die durch eine ungerechtfertigte Inhaftierung oder Untersuchungshaft oder einen Justizirrtum (Abs. 1) oder eine andere Prozesshandlung (Abs. 2) einen Schaden erlitten haben, einen Anspruch auf Schadenersatz. Dies hat in 13 Fällen zur Ausrichtung einer Entschädigung von insgesamt Fr. 321'720.-- geführt. In 2 Fällen wurde die Entschädigung in Anwendung von Absatz 1 und in 11 Fällen in Anwendung von Absatz 2 ausgerichtet. In einem Fall betrug die in Anwendung von Absatz 1 zugesprochene Entschädigung Fr. 163'309.-- und in einem anderen Fall in Anwendung von Absatz 2 Fr. 62'135.--.*

Hormis les décisions relatives à l'assistance judiciaire (276 en 2003), le président de la Chambre pénale a rendu 101 arrêts, dont un portait sur une question de for et 85 traitaient de mesures de surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (2002: 160, dont 5 et 129; 2001: 188, dont 6 et 89). 77 mesures de surveillance ont été approuvées, 5 ont été rejetées et 3 ont été prolongées; elles tendaient à 167 mises sous surveillance, soit 40 branchements directs et 127 contrôles rétroactifs ponctuels. A noter encore que sur les 85 arrêts, 22 ont été rendus dans une même affaire, savoir dans une affaire de trafic important de stupéfiants, donnant lieu à 9 branchements directs et 43 contrôles rétroactifs ponctuels.

*Abgesehen von den Zuweisungen von amtlichen Verteidigern (2003: 276) hat der Präsident der Strafkammer über 101 Fälle entschieden, davon eine Gerichtsstandsfrage und 85 Überwachungsmaßnahmen (2002: 160, davon 5 und 129; 2001: 188, davon 6 und 89). 77 Überwachungsmaßnahmen wurden genehmigt, 5 verweigert und 3 verlängert; von den 167 Überwachungshandlungen betrafen 40 Direktschaltungen und 127 rückwirkende Kontrollen. Schliesslich ist auch zu beachten, dass von den 85 Entscheiden allein 22 in einer Angelegenheit betreffend einen bedeutenden Betäubungsmittelhandel ergingen; dabei wurden 9 Direktschaltungen und 43 rückwirkende Kontrollen genehmigt.*

## 9. Autorité de surveillance Aufsichtsbehörde

Le Tribunal cantonal a classé neuf plaintes sans suite; cinq plaintes étaient dirigées contre un président de tribunal, une contre un juge cantonal, ancien président de tribunal, et trois contre un juge de paix.

*Das Kantonsgericht hat neun Beschwerden ohne Folge klassiert; davon richteten sich fünf gegen einen Gerichtspräsidenten, eine gegen einen Kantonsrichter und ehemaligen Gerichtspräsidenten, und drei gegen einen Friedensrichter.*

Le Tribunal cantonal s'est en outre prononcé sur 4 requêtes de levée du secret de fonction.

*Weiter hat das Kantonsgericht über 4 Gesuche um Befreiung vom Amtsgeheimnis entschieden.*

## 10. **Autorité de surveillance des avocats** **Aufsichtsbehörde über die Rechtsanwälte**

Aucune affaire n'a été enregistrée durant le premier semestre. Depuis l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> juillet 2003, de la loi sur 12 décembre 2002 sur la profession d'avocat, la surveillance est exercée par la Commission du barreau.

*Während des ersten Halbjahres wurde keine Angelegenheit registriert. Seit dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 12. Dezember 2002 über den Anwaltsberuf am 1. Juli 2003 wird die Aufsicht von der Anwaltskommission geübt.*

## 11. **Autres attributions du Tribunal cantonal** **Weitere Aufgaben des Kantonsgerichts**

### **Récusation / Ausstand**

Le Tribunal cantonal a pris acte de la récusation

- d'un tribunal ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 10 cas
- d'un tribunal des baux ou d'un président de tribunal et de son suppléant dans 2 cas
- d'une chambre des prud'hommes ou d'un président de chambre et de son suppléant dans 3 cas
- des juges d'instruction dans 6 cas
- d'un préfet et de son lieutenant dans 2 cas.

Ces affaires ont été renvoyées à la connaissance d'une autre autorité judiciaire de même degré.

*Das Kantonsgericht hat vom Ausstand*

- *eines Gerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 10 Fällen*
- *eines Mietgerichts oder eines Gerichtspräsidenten und dessen Stellvertreters in 2 Fällen*
- *einer Gewerbekammer oder eines Präsidenten dieser Kammer und dessen Stellvertreters in 3 Fällen*
- *der Untersuchungsrichter in 6 Fällen*
- *eines Oberamtmanns und dessen Stellvertreters in 2 Fällen*

*Vormerk genommen. Diese Angelegenheiten wurden einer anderen Gerichtsbehörde gleichen Grades zur weiteren Behandlung überwiesen.*

### **Divers / Verschiedenes**

En application des règles relatives à l'entraide judiciaire nationale ou internationale en matière civile ou commerciale, le Tribunal cantonal a connu de 198 affaires concernant des communications diverses ou des commissions rogatoires.

*In Anwendung der Regeln über die nationale oder internationale Rechtshilfe in Zivil- oder Handelssachen hat das Kantonsgericht über 198 Gesuche betreffend Zustellungen oder rogatorische Einvernahmen entschieden.*

## 12. Recours au Tribunal fédéral *Beschwerden an das Bundesgericht*

	Admis <i>Gut-Heissung</i>	Partiellement admis <i>Teilweise Gutheissung</i>	Rejetés <i>Abweisung</i>	Irrecevables <i>Nichteintreten</i>	Sans objet <i>Gegenstandslos</i>	Retirés <i>Rückzug</i>	Total
Tribunal cantonal <i>Kantonsgericht</i>	0	0	0	2	0	0	2
I <sup>e</sup> Cour d'appel <i>I. Appellationshof</i>	2	0	7	4	0	1	14
II <sup>e</sup> Cour d'appel <i>II. Appellationshof</i>	0	0	3	2	0	1	6
Chambre des poursuites et des faillites <i>Schuldbetreibungs- und Konkurskammer</i>	0	0	5	2	0	0	7
Cour de modération <i>Moderationshof</i>	0	0	0	0	0	0	0
Chambre des tutelles <i>Vormundschaftskammer</i>	0	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel pénal <i>Strafappellationshof</i>	3	4	12	4	0	2	25
Chambre pénale <i>Strafkammer</i>	3	0	4	3	1	0	11
Président de la Chambre pénale <i>Präsident der Strafkammer</i>	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>31</b>	<b>17</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>65</b>

## 13. Assistance judiciaire *Unentgeltliche Rechtspflege*

### En matière civile / *in Zivilsachen*

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)</i>	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / <i>Saane</i>	196	17	43	4
Singine / <i>Sense</i>	48	5	12	2
Gruyère / <i>Greyerz</i>	74	11	16	1
Lac / <i>See</i>	31	7	17	5
Glâne / <i>Glane</i>	34	3	3	3
Broye / <i>Broye</i>	32	6	19	0
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	26	9	7	4
<b>Total</b>	<b>441</b>	<b>58</b>	<b>117</b>	<b>19</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
Arrondissements <i>Bezirke</i>	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
Sarine / Saane	50	1	17	1
Singine / Sense	18	0	4	3
Gruyère / Greyerz	8	0	5	0
Lac / See	7	0	2	0
Glâne / Glane	14	0	2	1
Broye / Broye	3	0	1	0
Veveyse / Vivisbach	3	1	1	2
<b>Total</b>	<b>103</b>	<b>2</b>	<b>32</b>	<b>7</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst</i>				
	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
I <sup>er</sup> Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	7	0	4	1
II <sup>er</sup> Cour d'appel / <i>II. Appellationshof</i>	5	0	1	0
Cour de modération / <i>Moderationshof</i>	1	0	0	0
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>1</b>

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst</i>				
	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement <i>Von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i> (art. 8 al. 2 LAJ / URPG)	Refusée <i>Abweisung</i>	Retirée <i>Rückzug</i>
I <sup>er</sup> Cour d'appel / <i>I. Appellationshof</i>	0	0	0	0
II <sup>er</sup> Cour d'appel / <i>II. Appellationshof</i>	1	0	1	0
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>

### En matière pénale / *in Strafsachen*

Le Président de la Chambre pénale a rendu 276 arrêts en matière d'assistance judiciaire (2002: 268; 2001: 235; 2000: 243; 1999: 295). Il a désigné un défenseur au prévenu, en application de l'art. 37 CPP, dans 210 cas (2002: 184; 2001: 156; 2000: 175; 1999: 261), et au lésé, en application de l'art. 40 al. 2 CPP, dans 39 cas (2002: 21; 2001: 20; 2000: 21; 1999: 24).

*Der Präsident der Strafkammer hat 276 Entscheide im Bereich der unentgeltlichen Rechtspflege gefällt (2002: 268; 2001: 235; 2000: 243; 1999: 295). Er hat in Anwendung von Art. 37 StPO in 210 Fällen (2002: 184; 2001: 156;*



2000: 175; 1999: 261) dem Beschuldigten und in Anwendung von Art. 40 Abs. 2 StPO in 39 Fällen (2002: 21; 2001: 20; 2000: 21; 1999: 24) dem Geschädigten einen Verteidiger zugewiesen.

## **B. Ministère public Staatsanwaltschaft**

La Procureure générale ou ses substituts ont interjeté 5 recours en appel pénal (2002: 7; 2001: 10; 2000: 4; 1999: 6). 3 recours ont été admis et 2 rejetés. Le Ministère public s'est en outre déterminé à 40 reprises sur des recours.

*Die Staatsanwältin oder ihre Substitute haben 5 Berufungen eingereicht (2002: 7; 2001: 10; 2000: 4; 1999: 6). 3 Berufungen wurden gutgeheissen und 2 abgewiesen. Die Staatsanwaltschaft hat ausserdem in 40 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.*

Le Ministère public a interjeté 6 recours auprès de la Chambre pénale (2002: 15; 2001: 20; 2000: 8; 1999: 8). 5 recours ont été admis et 1 a été rejeté. Le Ministère public s'est en outre déterminé à 84 reprises sur des affaires enregistrées.

*Die Staatsanwaltschaft hat bei der Strafkammer 6 Beschwerden eingereicht (2002: 15; 2001: 20; 2000: 8; 1999: 8), von denen 5 gutgeheissen wurden und 1 abgewiesen wurde. Die Staatsanwaltschaft hat ausserdem in 84 Fällen eine Vernehmlassung eingereicht.*

La Procureure générale ou ses substituts ont comparu à 218 reprises devant les tribunaux de 1<sup>ère</sup> instance et à 35 reprises devant la Cour d'appel pénal. Ils ont également participé à 194 auditions d'instruction.

*Die Staatsanwältin oder ihre Substitute sind in 218 Fällen vor den Gerichten 1. Instanz und in 35 Fällen vor dem Strafappellationshof auf-getreten. Sie haben auch an 194 untersuchungsrichterlichen Einvernahmen teilgenommen.*

# C. Tribunaux d'arrondissement *Bezirksgerichte*

## 1. Affaires civiles / *Zivilverfahren*

### a) aa. Tribunaux d'arrondissement / *Bezirksgerichte*

<b>Tribunaux d'arrondissement <i>Bezirksgerichte</i></b>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements rendus / <i>Gefällte Entscheide</i>	Affaires en cours / <i>Hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2001 / davon bis 31.12.2001 <i>eingereicht</i>
Sarine / <i>Saane</i>	279 <sup>1)</sup>	281 <sup>2)</sup>	323 <sup>3)</sup>	51
Singine / <i>Sense</i>	54	69	60	8
Gruyère / <i>Greyerz</i>	107	122	123	26
Lac / <i>See</i>	55 <sup>4)</sup>	55 <sup>5)</sup>	47 <sup>6)</sup>	13
Glâne / <i>Glane</i>	43	59	29	5
Broye / <i>Broye</i>	63	42	73	18
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	46	44	36	1
<b>Total</b>	<b>647</b>	<b>672</b>	<b>691</b>	<b>122</b>

En 2002	663	641	742
En 2001	658	654	781

- (1) dont 17 en allemand / *davon 17 auf deutsch* (2002: 14)  
 (2) dont 14 en allemand / *davon 14 auf deutsch* (2002: 12)  
 (3) dont 18 en allemand / *davon 18 auf deutsch* (2002: 16)  
 (4) dont 10 en français / *davon 10 auf französisch* (2002: 16)  
 (5) dont 8 en français / *davon 8 auf französisch* (2002: 17)  
 (6) dont 12 en français / *davon 12 auf französisch* (2002: 10)

Objets des jugements rendus <i>Gegenstand der Entscheide</i>	Sarine Saane	Singine Serase	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>A. Code civil / <i>Zivilgesetzbuch</i></b>								
1. Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	2	0	0	0	0	0	0	2
2. Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>								
a) divorce / <i>Scheidung</i>	84	23	31	6	20	9	16	189
b) séparation de corps / <i>Trennung</i>	10	1	2	0	1	1	3	18
c) action en désaveu / <i>Anfechtungsklage</i>	12	4	4	5	4	2	1	32
d) recherche en paternité / <i>Vaterschaftsklage</i>	11	1	6	0	1	0	2	21
e) droit de la tutelle / <i>Vormundschaftsrecht</i>	31	16	24	5	13	4	7	100
f) divers / <i>Verschiedenes</i>	5	1	9	1	1	4	2	23
3. Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	1	1	1	0	1	2	0	6
4. Droits réels / <i>Sachenrecht</i>	2	0	2	4	1	2	6	17
<b>B. Code des obligations / <i>Obligationenrecht</i></b>								
1. Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	80	14	25	32	9	12	5	177
2. Actions résultant d'actes illicites / <i>Klagen aus unerlaubter Handlung</i>	6	1	2	0	1	0	0	10
3. Droit des sociétés / <i>Gesellschaftsrecht</i>	4	0	2	1	2	1	0	10
<b>C. Autorité de recours / <i>Rechtsmittelinstanz</i></b>								
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerden gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	26	6	12	0	1	5	2	52
<b>D. Autres lois fédérales ou cantonales / <i>Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze</i></b>	7	1	2	1	4	0	0	15
<b>Total général / <i>Gesamttotal</i></b>	<b>281</b>	<b>69</b>	<b>122</b>	<b>55</b>	<b>59</b>	<b>42</b>	<b>44</b>	<b>672</b>

a) bb. Présidents de tribunaux / *Gerichtspräsidenten*

Président de tribunaux <i>Gerichtspräsidenten</i>	Affaires inscrites au rôle / <i>Eingereichte Angelegenheiten</i>	Jugements rendus / <i>Gefällte Entscheide</i>	Affaires en cours / <i>Hängige Angelegenheiten</i>	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2001 / davon bis 31.12.2001 <i>eingereicht</i>
Sarine / <i>Saane</i>	3064 <sup>1)</sup>	3008 <sup>2)</sup>	739 <sup>3)</sup>	36
Singine / <i>Sense</i>	787	729	264	3
Gruyère / <i>Greyerz</i>	889	1119	180	10
Lac / <i>See</i>	874 <sup>4)</sup>	841 <sup>5)</sup>	166 <sup>6)</sup>	3
Glâne / <i>Glane</i>	568	453	101	1
Broye / <i>Broye</i>	670	827	174	16
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	438	418	102	0
<b>Total</b>	<b>7290</b>	<b>7395</b>	<b>1726</b>	<b>69</b>

En 2002	6323	6863	1717
En 2001	6424	6827	1989

- (1) dont 47 en allemand / *davon 47 auf deutsch* (2002: 45)  
(2) dont 47 en allemand / *davon 47 auf deutsch* (2002: 47)  
(3) dont 16 en allemand / *davon 16 auf deutsch* (2002: 19)  
(4) dont 184 en français / *davon 184 auf französisch* (2002: 135)  
(5) dont 177 en français / *davon 177 auf französisch* (2002: 146)  
(6) dont 35 en français / *davon 35 auf französisch* (2002: 32)

Objets des jugements et ordonnances rendus <i>Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen</i>	Saône Saône	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	197	56	64	55	40	51	37	500
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsamen Begehren mit umfassender Einigung</i>	14	3	8	1	4	3	2	35
3. Modification de jugements de divorce / <i>Abänderung von Scheidungsurteilen</i>	59	4	14	5	9	4	7	102
4. Mesures protectrices de l'union conjugale (art. 172 CC) / <i>Eheschutzmassnahmen (Art. 172 ZGB)</i>	96	23	25	32	16	25	19	236
5. Affaires entrant dans la compétence présidentielle (art. 139 LOJ) / <i>Streitsachen in Zuständigkeit des Präsidenten (art. 139 GOG)</i>	140	40	37	55	11	20	36	339
6. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	147	31	72	24	46	84	29	433
7. Inscription provisoire d'hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Bauhandwerkerpfandreht</i>	12	1	5	14	7	10	10	59
8. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire / <i>Entscheiden betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	333	92	115	69	60	61	53	783
9. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheiden gestützt auf das EGSchKG</i>	120	67	35	22	27	28	4	303
a) Faillite (ouverture) / Konkurs (Eröffnung)	1548	268	469	366	175	346	206	3378
b) Mainlevée / Rechtsöffnung	51	75	70	164	24	114	7	505
c) Divers / Verschiedenes								
10. Bénéfices d'inventaires / <i>Inventaraufnahmen</i>	9	0	4	1	1	0	2	17
11. Répudiation de successions / <i>Ausschlagung der Erbschaft</i>	67	13	22	16	14	15	5	152
12. Annulation de titres / <i>Aufhebung von Wertpapieren</i>	28	20	17	5	2	8	1	81
13. Divers / Verschiedenes	187	36	162	12	17	58	0	472
<b>Total général / Gesamttotal</b>	<b>3008</b>	<b>729</b>	<b>1119</b>	<b>841</b>	<b>453</b>	<b>827</b>	<b>418</b>	<b>7395</b>

Requêtes diverses <i>Verschiedene Begehren</i>	Saône Saône	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Requêtes de mainlevée / <i>Rechtsöffnungsbegehren</i>	1605	268	473	372	189	336	204	3447
Réquisitions de faillite / <i>Konkursbegehren</i>	508	67	109	164	110	113	17	1088
Répudiations de successions / <i>Ausschlagung von Erbschaften</i>	72	13	22	15	14	4	5	145
Commissions rogatoires / <i>Rechtshilfebegehren</i>	84	5	20	25	2	0	11	147
Divers / Verschiedenes	61	50	0	0	0	21	51	183
<b>Total général / Gesamttotal</b>	<b>2330</b>	<b>403</b>	<b>624</b>	<b>576</b>	<b>315</b>	<b>474</b>	<b>288</b>	<b>5010</b>

## b) Chambres des tutelles / Vormundschaftskammern

Les Chambres des tutelles des tribunaux d'arrondissement ont rendu 206 décisions (2002: 180; 2001: 163; 2000: 166; 1999: 179), dont 52 en qualité d'autorité de recours contre des décisions de Justices de paix (art. 5 LOT) et 154 dans des causes qui leur étaient soumises en première instance (art. 6 LOT).

Die Vormundschaftskammern der Bezirksgerichte haben 206 Entscheide gefällt (2002: 180; 2001: 163; 2000: 166; 1999: 179), davon 52 auf Beschwerde gegen Entscheide der Friedensgerichte (art. 5 GOV) und 154 als erste Instanz (art. 6 GOV).

Arrondissements Bezirke	Autorité de recours (art. 5 LOT) Beschwerdeinstanz (Art. 5 GOV)	Première instance (art. 6 LOT) Erste Instanz (Art. 6 GOV)	Total Total
Sarine / Saane	21	54	75
Singine / Sense	7	11	18
Gruyère / Greyerz	9	39	48
Lac / See	5	10	15
Glâne / Glane	1	13	14
Broye / Broye	1	12	13
Veveyse / Vivisbach	8	15	23
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>154</b>	<b>206</b>

### c) Juridiction des prud'hommes / *Gewerbegerichtsbarkeit*

#### Présidents des Chambres des prud'hommes Präsidenten der Gewerbekammern

Les Présidents des Chambres des prud'hommes des tribunaux d'arrondissement ont été saisis de 182 causes (2002: 137; 2001: 157; 2000: 195; 1999: 211) qui se répartissent ainsi:

Bei den Präsidenten der Gewerbekammern der Bezirksgerichte wurden 182 Angelegenheiten eingereicht (2002: 137; 2001: 157; 2000: 195; 1999: 211), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Causes introduites Eingereichte Angelegenheiten	Jugements Urteile	Arrangements Vergleiche
Sarine / Saane	107	73	24
Singine / Sense	9	1	11
Gruyère / Greyerz	16	14	8
Lac / See	16	16	4
Glâne / Glane	7	3	4
Broye / Broye	16	4	10
Veveyse / Vivisbach	11	5	5
<b>Total</b>	<b>182</b>	<b>116</b>	<b>66</b>

#### Chambres des prud'hommes / *Gewerbekammern*

Elles ont été saisies de 159 causes (2002: 126; 2001: 107; 2000: 125; 1999: 121) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 159 Angelegenheiten eingereicht (2002: 126; 2001: 107; 2000: 125; 1999: 121), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Causes introduites Eingereichte Angelegenheiten	Jugements Urteile	Arrangements Vergleiche
Sarine / Saane	81	58	16
Singine / Sense	9	5	6
Gruyère / Greyerz	19	10	5
Lac / See	14	15	4
Glâne / Glane	3	2	1
Broye / Broye	23	12	10
Veveyse / Vivisbach	10	6	6
<b>Total</b>	<b>159</b>	<b>108</b>	<b>48</b>

#### d) Juridiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

##### Présidents des tribunaux des baux / Mietgerichtspräsidenten

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 330 causes (2002: 314; 2001: 282; 2000: 260; 1999: 237) qui se répartissent ainsi:

*Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 330 Angelegenheiten eingereicht (2002: 314; 2001: 282; 2000: 260; 1999: 237), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements Bezirke	Causes introduites Eingereichte Angelegenheiten	Jugements Urteile
Sarine / Saane	162	165
Singine et Lac / Sense und See	64	48
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	104	103
<b>Total</b>	<b>330</b>	<b>316</b>

##### Tribunaux des baux / Mietgerichte

Ils ont été saisis de 63 causes (2002: 94; 2001: 31; 2000: 39; 1999: 25) qui se répartissent ainsi:

*Es wurden 63 Angelegenheiten eingereicht (2002: 94; 2001: 31; 2000: 39; 1999: 25), die sich wie folgt aufteilen:*

Arrondissements Bezirke	Causes introduites Eingereichte Angelegenheiten	Jugements Urteile
Sarine / Saane	38	36
Singine et Lac / Sense und See	18	9
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse / Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	7	6
<b>Total</b>	<b>63</b>	<b>51</b>

e) **Commission de surveillance en matière de privation de liberté à des fins d'assistance**  
**/ Aufsichts-kommission im Bereich der fürsorgerischen Freiheits-entziehung**

Contrôle judiciaire / <i>Gerichtliche Beurteilung</i> (art. 19 LPLFA / FFEG)	Décisions de placement, maintien, libération ou refus de libération communiquées à la Commission / <i>Der Kommission mitgeteilte Entscheidungen über die Einweisung, Zurückbehaltung, Entlassung oder Abweisung eines Entlassungsgesuchs</i> (art. 12 al. 4 LPLFA / FFEG)	<b>Total</b>
56	359	<b>415</b>

En 2002: 72	344	416
En 2001 : 43	303	346

## 2. Affaires pénales / Strafverfahren

### Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

**Nombre de personnes jugées:** 184 (2002: 202; 2001: 169; 2000: 279; 1999: 294). Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 157 personnes à des peines privatives de liberté (réclusion, emprisonnement) et ont infligé 35 amendes. 87 peines ont été assorties du sursis. 7 mesures de sûreté, au sens des articles 42 ss CP, ont été prononcées. 25 personnes ont été condamnées à des peines accessoires, 22 personnes ont été acquittées.

**Anzahl der abgeurteilten Personen:** 184 (2002: 202; 2001: 169; 2000: 279; 1999: 294). Die Bezirksstrafgerichte haben 157 Personen zu Freiheitsstrafen (Zuchthaus, Gefängnis) verurteilt und 35 Bussen verhängt. In 87 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. 7 sichernde Massnahmen im Sinne der Art. 42 ff. StGB wurden ausgesprochen. 25 Personen wurden zu Nebenstrafen verurteilt, 22 Personen wurden freigesprochen.

	Nationalité <i>Nationalität</i>	Sexe <i>Geschlecht</i>	Etat civil <i>Zivilstand</i>				
	Suisse / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet	
Tribunaux / Gerichte	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen						
Sarine / Saane	80 <sup>(1)</sup>	39	41	70	10	26	54
Singine / Sense	25	21	4	23	2	16	9
Gruyère / Greyerz	40	21	19	37	3	14	26
Lac / See	20 <sup>(2)</sup>	14	6	19	1	8	12
Glâne / Glane	5	4	1	5	0	2	3
Broye / Broye	9	7	2	8	1	2	7
Veveyse / Vivisbach	5	5	0	4	1	2	3
<b>Total</b>	<b>184</b>	<b>111</b>	<b>73</b>	<b>166</b>	<b>18</b>	<b>70</b>	<b>114</b>

(1) 12 procédures ont été conduites en allemand (2002: 4)  
(2) 14 procédures ont été conduites en français (2002: 5)

(1) 12 Verfahren wurden auf deutsch durchgeführt (2002: 4)  
(2) 14 Verfahren wurden auf französisch durchgeführt (2002: 5)



Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greizer	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben</b> (Art. 111-136 CP / StGB)	<b>15</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>46</b>
Meurtre / Vorsätzliche Tötung	0	0	0	0	0	0	0	0
Assassinat / Mord	1	0	0	0	0	0	0	1
Meurtre passionnel / Totschlag	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / Fahrlässige Tötung	1	0	1	5	0	0	0	7
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	4	3	0	0	1	1	9
Lésions corporelles / Körperverletzungen	6	0	3	2	2	0	0	13
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG	0	4	1	0	0	0	1	6
Divers / Verschiedenes	7	1	0	0	2	0	0	10
<b>2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen</b> (Art. 137-172 CP / StGB)	<b>52</b>	<b>6</b>	<b>57</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>126</b>
Abus de confiance / Veruntreuung	1	1	2	1	0	0	0	5
Vol / Diebstahl	15	2	36	3	0	0	0	56
Brigandage / Raub	6	0	3	0	0	0	0	9
Escroquerie / Betrug	4	0	2	0	1	1	0	8
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	3	0	3	0	0	0	0	6
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / Check- und Kreditkartenmissbrauch	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage / Erpressung	1	1	0	0	0	0	0	2
Gestion déloyale / Ungetreue Geschäftsbesorgung	0	0	0	0	0	1	0	1
Recel / Hehlerei	4	0	1	0	0	0	0	5
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder -vergehen	0	0	0	0	0	1	0	1
Divers / Verschiedenes	18	2	10	2	0	1	0	33

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Saïme Saïme	Singine Sense	Gruyère Greizer	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich</b> (Art. 173-179 CP / StGB)	3	1	0	0	0	0	0	4
<b>4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit</b> (Art. 180-186 CP / StGB)	16	3	19	4	4	0	0	46
Menaces / Drohung	4	1	0	2	1	0	0	8
Contrainte / Nötigung	2	1	0	2	2	0	0	7
Violation de domicile / Hausfriedensbruch	9	1	15	0	0	0	0	25
Divers / Verschiedenes	1	0	4	0	1	0	0	6
<b>5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die Sexuelle Integrität</b> (Art. 187-200 CP / StGB)	4	10	9	4	2	1	2	32
Mise en danger du développement de mineurs / Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen	1	8	3	1	1	1	1	16
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre	2	2	5	2	1	0	1	13
Divers / Verschiedenes	1	0	1	1	0	0	0	3
<b>6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie</b> (Art. 213-220 CP / StGB)	1	0	2	0	0	0	0	3
Violation d'une obligation d'entretien / Vernachlässigung von Unterhaltspflichten	1	0	2	0	0	0	0	3
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen</b> (Art. 221-230 CP / StGB)	2	0	1	7	0	0	0	10
Incendie intentionnel / Brandstiftung	0	0	1	2	0	0	0	3
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	2	0	0	5	0	0	0	7

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Saïme Saïme	Singine Sense	Gruyère Greizer	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>8. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht,</b> (Art. 240-250 CP / StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>9. Faux dans les titres / Urkundenfälschung</b> (Art. 251-257 CP / StGB)	9	1	4	0	2	0	0	16
<b>10. Crimes ou délits contre la paix publique / Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden</b> (Art. 258-263 CP / StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
<b>11. Infractions contre l'autorité publique / Strafbare Handlungen gegen die öffentliche Gewalt</b> (Art. 285-295 CP / StGB)	5	1	3	1	1	0	0	11
<b>12. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege</b> (Art. 303-311 CP / StGB)	4	0	0	0	0	0	0	4
Induction de la justice en erreur / Irrführung der Rechtspflege	0	0	0	0	0	0	0	0

Blanchissage d'argent / <i>Geldwäscherei</i>	3	0	0	0	0	0	0	3
Fausse déclaration d'une partie en justice / <i>Falsche Beweisaussage der Partei</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
<b>13. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / <i>Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht</i></b> (Art. 312-322 CP / <i>StGB</i> )	0	0	0	0	0	0	0	0

Nombre d'infractions: <i>Anzahl strafbarer Handlungen:</i>	Sarine <i>Saane</i>	Singine <i>Sense</i>	Gruyère <i>Greyerz</i>	Lac <i>See</i>	Glâne <i>Glane</i>	Broye <i>Broye</i>	Veveyse <i>Vivisbach</i>	Total
<b>14. Infractions à la LCR / <i>Verstösse gegen das SVG</i></b>	7	4	48	2	7	1	2	71
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	1	2	12	0	0	0	0	15
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / <i>schweres Verschulden</i> )	1	2	2	1	2	0	0	8
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i> )	1	0	7	0	2	0	1	11
Art. 94 (vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i> )	0	0	15	0	0	0	0	15
Art. 95 (circulation sans permis / <i>Fahren ohne Ausweis</i> )	2	0	7	0	1	0	0	10
Divers / <i>Verschiedenes</i>	2	0	5	1	2	1	1	12
<b>15. Infractions à la LStup / <i>Verstösse gegen das BetmG</i></b>	40	10	7	4	1	2	2	66
<b>16. Infractions à la LSEE / <i>Verstösse gegen das ANAG</i></b>	4	0	6	0	0	1	0	11
<b>17. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / <i>Verstösse gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze</i></b>	24	7	8	5	2	2	0	48
<b>TOTAL</b>	187	52	172	40	24	12	8	495

## Juges de police / *Polizeirichter*

**Nombre de personnes renvoyées** : 909 (2002: 850; 2001: 829; 2000: 741; 1999: 983).

**Anzahl der überwiesenen Personen** : 909 (2002: 850; 2001: 829; 2000: 741; 1999: 983).

Arrondissements <i>Bezirke</i>	Personnes renvoyées <i>Überwiesene Personen</i>	Condamnées <i>Verurteilte</i>	Acquittées <i>Freigesprochene</i>	Retrait de plainte ou d'opposition <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>
Sarine / <i>Saane</i>	407 <sup>(1)</sup>	155	96	156
Singine / <i>Sense</i>	68	27	10	31
Gruyère / <i>Greyerz</i>	170	78	40	57
Lac / <i>See</i>	103 <sup>(2)</sup>	48	26	29
Glâne / <i>Glane</i>	57	12	20	25
Broye / <i>Broye</i>	98	39	12	47
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	6	23	8	8
<b>Total</b>	<b>909</b>	<b>382</b>	<b>212</b>	<b>353</b>

(1) 40 procédures ont été conduites en allemand /  
40 *Verfahren wurden auf deutsch durchgeführt* (2002: 40).

(2) 27 procédures ont été conduites en français /  
27 *Verfahren wurden auf französisch durchgeführt* (2002: 48).

Les Juges de police ont condamné 136 personnes à des peines privatives de liberté (emprisonnement, arrêts) et ont infligé 285 amendes. 112 peines ont été assorties du sursis. 212 personnes ont été acquittées.

Die Polizeirichter verurteilten 136 Personen zu Freiheitsstrafen (Gefängnis, Haft) und verhängten 285 Bussen. In 112 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. 212 Personen wurden freigesprochen.

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Saïme Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glärne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>Infractions au CP / Strafbare Handlungen gemäss StGB</b>	<b>43</b>	<b>20</b>	<b>21</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>19</b>	<b>10</b>	<b>126</b>
Atteinte à l'intégrité corporelle / Körpverletzungen	4	4	3	1	0	2	2	16
Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen	7	4	3	4	0	3	4	25
Atteinte à l'honneur / Ehrverletzungen	5	4	0	2	0	3	0	14
Atteinte au mœurs / Sittlichkeitsdelikte	1	0	0	1	0	0	0	2
Insoumission à une décision de l'autorité / Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen	2	0	3	0	0	2	1	8
Contravention à des dispositions du droit fédéral / Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts	2	2	0	0	0	0	0	4
Conversion d'amendes en arrêts / Umwandlungen von Bussen in Haft	0	3	7	0	2	2	1	15
Divers / Verschiedenes	22	3	5	1	2	7	2	42
<b>Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGStGB</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>31</b>
(Art. 8 LACP / EGStGB)	8	0	3	1	0	1	0	13
Divers / Verschiedenes	2	0	2	1	8	4	1	18

Nombre d'infractions: Anzahl strafbarer Handlungen:	Sarine Sarine	Singine Sense	Gruyère Greizer	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
<b>Infractions / Strafbare Handlungen</b>	<b>131</b>	<b>53</b>	<b>85</b>	<b>43</b>	<b>8</b>	<b>47</b>	<b>17</b>	<b>384</b>
à la loi sur la pêche / gegen das Fischereigesetz	0	2	0	1	0	0	0	3
à la loi sur la chasse / gegen das Jagdgesetz	0	1	0	0	0	0	1	2
au code forestier / gegen das Waldgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires / gegen das Lebensmittelgesetz	1	0	0	0	0	0	0	1
à la loi sur la police des étrangers / gegen das Fremdenpolizeigesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur le séjour et l'établissement des étrangers / gegen das Gesetz über Aufenthalt und Niederlassung der Ausländer	13	1	5	1	0	8	0	28
à la loi sur la protection civile / gegen das Zivilschutzgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la protection des animaux / gegen das Tierschutzgesetz	5	1	0	0	0	0	1	7
à la loi sur la protection des eaux / gegen das Gewässerschutzgesetz	0	3	0	0	0	0	0	3
à la loi sur les transports publics / gegen das Verkehrsgesetz	5	0	0	0	0	0	1	6
à la loi sur les établissements publics et la danse / gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz	4	0	0	0	0	0	0	4
à la loi sur le chômage / gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la navigation intérieure / gegen das Binnenschiffahrtsgesetz	0	0	0	0	0	3	0	3
à la loi sur la circulation routière / gegen das Strassenverkehrsgesetz	80	33	64	33	5	25	12	252
à la loi sur les stupéfiants / gegen das Betäubungsmittelgesetz	9	5	3	2	0	7	1	27
Divers / Verschiedenes	14	7	13	6	3	4	1	48
<b>TOTAL</b>	<b>184</b>	<b>73</b>	<b>111</b>	<b>54</b>	<b>20</b>	<b>71</b>	<b>28</b>	<b>541</b>

## Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht

**Nombre de personnes jugées:** 6 (2002: 4; 2001: 0; 2000: 1; 1999: 0). Le Tribunal a condamné 6 personnes à des peines privatives de liberté (réclusion, emprisonnement). 4 peines ont été assorties du sursis.

**Anzahl der abgeurteilten Personen:** 6 (2002: 4; 2001: 0; 2000: 1; 1999: 0). Das Gericht hat 6 Personen zu Freiheitsstrafen (Zuchthaus, Gefängnis) verurteilt. In 4 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt.

## Récapitulation / Zusammenfassung

En 2003, 1099 personnes ont occupé les Tribunaux du canton (2002: 1056; 2001: 998; 2000: 1021; 1999: 1277).

2003 wurden 1099 Personen von den kantonalen Gerichten abgeurteilt (2002: 1056; 2001: 998; 2000: 1021; 1999: 1277).

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>	<b>TOTAL</b>
Sarine / <i>Saane</i>	80	407		<b>487</b>
Singine / <i>Sense</i>	25	68		<b>93</b>
Gruyère / <i>Greyerz</i>	40	170		<b>210</b>
Lac / <i>See</i>	20	103		<b>123</b>
Glâne / <i>Glane</i>	5	57		<b>62</b>
Broye / <i>Broye</i>	9	98		<b>107</b>
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	5	6		<b>11</b>
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			6	<b>6</b>
<b>Total</b>	<b>184</b>	<b>909</b>	<b>6</b>	<b>1099</b>

Nature du jugement / <i>Art des Urteils</i>	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschafts- strafgericht</i>	<b>TOTAL</b>
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	22	212	0	<b>234</b>
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	157	136	6	<b>299</b>
et/ou à l'amende / <i>und/oder Busse</i>	35	285	0	<b>320</b>
dont assorties du sursis / <i>davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	87	112	4	<b>203</b>

**Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis /  
*Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs***

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschafts- strafgericht</i>	<b>TOTAL</b>
Sarine / <i>Saane</i>	24	21		<b>45</b>
Singine / <i>Sense</i>	4	4		<b>8</b>
Gruyère / <i>Greyerz</i>	7	7		<b>14</b>
Lac / <i>See</i>	2	3		<b>5</b>
Glâne / <i>Glane</i>	3	0		<b>3</b>
Broye / <i>Broye</i>	1	3		<b>4</b>
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	0	4		<b>4</b>
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>			0	<b>0</b>
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>42</b>	<b>0</b>	<b>83</b>

## Détention préventive / *Untersuchungshaft*

	Sarine Saare	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	TPE WSG	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft im Zeitpunkt des Urteils</i>	29	0	13	0	0	0	0	0	42
Nombre de jours de détention depuis le renvoi <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>	2616	0	1281	0	0	0	0	0	3897

## D. Juges d'instruction *Untersuchungsrichter*

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
<b>Affaires inscrites au rôle / <i>Eingegangene Angelegenheiten</i></b>	<b>13932</b>	<b>2543</b>	<b>16475*</b>
- auteurs identifiés / <i>Täter identifiziert</i>	7344	1052	8396
- auteurs non identifiés / <i>Täter nicht identifiziert</i>	6588	1491	8079
<b>Ordonnances de refus d'ouvrir l'action pénale / <i>Nichtanhandnahmeverfügungen</i></b>	<b>319</b>	<b>62</b>	<b>381</b>
<b>Ordonnances de classement / <i>Nichtweiterverfolgung</i></b>	<b>6052</b>	<b>1484</b>	<b>7536</b>
- auteurs identifiés / <i>Täter identifiziert</i>	199	65	264
- auteurs non identifiés / <i>Täter nicht identifiziert</i>	5853	1419	7272
<b>Ordonnances de non-lieu / <i>Einstellungsverfügungen</i></b>	<b>430</b>	<b>91</b>	<b>521</b>
<b>Ordonnances de transmission à la Chambre pénale / <i>Überweisungsverfügungen an die Strafkammer</i></b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>7</b>

\* 2002 : 15775

	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
Renvois / <i>Überweisungen</i>	214	49	263
- au juge de police / <i>an den Polizeirichter</i>	60	10	70
• Sarine / <i>Saane</i> 33			
• Singine / <i>Sense</i> 3			
• Gruyère / <i>Greyerz</i> 13			
• Lac / <i>See</i> 7			
• Glâne / <i>Glane</i> 4			
• Broye / <i>Broye</i> 7			
• Veveysse / <i>Vivisbach</i> 3			
- au tribunal pénal d'arrondissement / <i>an das Bezirksstrafgericht</i>	153	39	192
• Sarine / <i>Saane</i> 100			
• Singine / <i>Sense</i> 18			
• Gruyère / <i>Greyerz</i> 27			
• Lac / <i>See</i> 21			
• Glâne / <i>Glane</i> 5			
• Broye / <i>Broye</i> 13			
• Veveysse / <i>Vivisbach</i> 8			
- au tribunal pénal économique / <i>an das WSG</i>	1	0	1
<b>Décisions de dessaisissement, y compris envers préfectures / <i>Abtretungen, inkl. an Oberämtern</i></b>	<b>707</b>	<b>98</b>	<b>805</b>
<b>Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i></b>	<b>5964</b>	<b>1000</b>	<b>6964*</b>
- définitives / <i>endgültige</i>	4546	785	5331
- frappées d'opposition / <i>Einsprache</i>	338	65	403
- conversion d'amendes / <i>Bussenumwandlungen</i>	1080	150	1230

\* 2002 : 5935



	Office des juges d'instruction <i>Untersuchungsrichteramt</i>		Total
	Instructions en français / <i>Untersuchungen auf französisch</i>	Instructions en allemand / <i>Untersuchungen auf deutsch</i>	
<b>Commissions rogatoires / <i>Rechtshilfebegehren</i></b>	<b>56</b>	<b>42</b>	<b>98</b>
- nationales / <i>nationale</i>	36	31	67
- internationales / <i>internationale</i>	20	11	31
<b>Nombre de personnes en détention préventive <i>Anzahl der Untersuchungshäftlinge</i></b>	<b>315</b>	<b>19</b>	<b>334</b>
<b>Nombre de jours de détention <i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft</i></b>	<b>15316</b>	<b>319</b>	<b>15635</b>
<b>Affaires en cours <i>Hängige Angelegenheiten</i></b>	<b>2873</b>	<b>338</b>	<b>3211*</b>

\* 2002 : 2743

## E. Justices de Paix *Friedensgerichte*

### 1. Activité judiciaire / *Richterliche Tätigkeit*

<b>a) du Juge de paix / <i>des Friedensrichters</i></b>	2002	2003
- Tentatives de conciliation / <i>Versöhnungsversuche</i> (art. 134 LOJ / <i>GOG</i> ) ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	27	36
ayant échoué / <i>gescheitert</i>	39	52
- Appositions de scellés et prises d'inventaire / <i>Siegelungen und Inventare</i> (art. 162-165 LACC / <i>EGZGB</i> ; 418-430 CPC / <i>ZPO</i> )	1625	1658
- Ouvertures de testaments / <i>Testamentseröffnungen</i> (art. 168-172 LACC / <i>EGZGB</i> )	329	377
- Ordonnances de mise à ban / <i>Betretungsverbote</i> (art. 275 al. 1 LACC / <i>EGZGB</i> )	86	57
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	176	221

## **b) de la Justice de paix / des Friedensgerichts**

- Sûretés exigées du grevé / <i>Sicherstellung durch den Vorerben</i> (art. 145 LACC / EGZGB)	0	0
- Envoi en possession provisoire ou administration d'office d'une succession / <i>Einstweilige Überlassung der Erbschaft oder</i> <i>Einsetzung einer Erbschaftsverwaltung</i> (art. 166 LACC / EGZGB)	22	38
	2002	2003
- Désignation d'un représentant à la communauté héréditaire, etc. / <i>Bestellung eines Vertreters der Erbengemeinschaft</i> <i>usw.</i> (art. 195 LACC / EGZGB)	18	23
- Divers / <i>Verschiedenes</i>	73	106

## **2. Activité tutélaire de la Justice de paix / Vormundschaftliche Tätigkeit des Friedensgerichts**

- Privation de liberté à des fins d'assistance en cas de demeure / <i>Dringende fürsorgerische Freiheitsentziehung</i> (art. 8 LPLFA / FFEG)	<b>304</b>	<b>272</b>
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / <i>des Friedensgerichts</i>	17	51
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>	271	214
• du préfet / <i>des Oberamtmanns</i>	10	2
• du tuteur / <i>des Vormundes</i>	6	5
- Privation de liberté à des fins d'assistance / <i>Fürsorgerische Freiheitsentziehung</i> (art. 7 LPLFA / FFEG)	<b>120</b>	<b>135</b>
Décision / <i>Entscheid</i>		
• de la justice de paix / <i>des Friedensgerichts</i>	78	89
• d'un médecin / <i>eines Arztes</i>	42	46
- Préavis en cas de procès en vue d'interdiction ou de mise sous conseil légal et en cas de mainlevée de ces mesures / <i>Stellungnahmen in Prozessen betreffend</i> <i>Entmündigung oder Einsetzung einer Beiratschaft und</i> <i>betreffend die Aufhebung dieser Massnahmen</i> (art. 111 et / und 139 LACC / EGZGB)	80	68
- Tutelles provisoires / <i>Vorläufige Entmündigungen</i> (art. 112 LACC / EGZGB)	34	32

	2002	2003
- Levée de curatelle / <i>Aufhebung der Beistandschaft</i> (art. 439 CC / ZGB; art. 142 LACC / EGZGB)	291	340
- Consentement de la justice de paix / <i>Zustimmung des Friedensgerichts</i> (art. 421 CC / ZGB)	189	171
- Décisions préalables de la justice de paix / <i>Vorausgehender Beschluss des Friedensgerichts</i> (art. 422 CC / ZGB)	52	69
- Approbation des rapports et comptes de tutelle périodiques ou définitifs / <i>Anzahl der periodischen Prüfungen der Berichte und Rechnungen des Vormundes bzw. der Schlussberichte und Schlussrechnungen</i> (art. 423, 451-453 CC / ZGB)	3614	3862
- Préavis concernant l'adoption / <i>Stellungnahmen betreffend Adoption</i> (art. 265 CC / ZGB; art. 70 LACC / EGZGB)	22	55
- Enregistrement de consentements à l'adoption / <i>Entgegennahme der Zustimmungen zur Adoption</i> (art. 265a CC / ZGB)	10	14
- Décisions sur abstraction du consentement en matière d'adoption / <i>Entscheid betreffend Absehen von der Zustimmungen zur Adoption</i> (art. 265d CC / ZGB; art. 70bis LACC / EGZGB)	0	1
- Mesures nécessaires concernant les relations personnelles parents-enfants / <i>Anordnungen betreffend den persönlichen Verkehr Eltern-Kind</i> (art. 275 CC / ZGB)	92	98
- Approbations de conventions relatives aux contributions d'entretien / <i>Genehmigung von Unterhaltsverträgen</i> (art. 287 CC / ZGB)	183	175
	2002	2003
- Nomination de tuteurs / <i>Ernennung eines Vormundes</i> (art. 298 al. 2 CC / ZGB)	72	55
- Modification de dispositions d'un jugement matrimonial concernant / <i>Abänderung eines Urteils in Ehesachen betreffend</i>		
• les relations personnelles (droit de visite) / <i>den persönlichen Verkehr (Besuchsrecht)</i> (art. 134 al. 4 CC / ZGB)	34	51
• les mesures de protection de l'enfant / <i>die Kinderschutzmassnahmen</i> (art. 315b al. 2 CC / ZGB)	22	36

# F.

## Chambre pénale des mineurs Jugendstrafkammer

### 1. Dénonciations et plaintes / Anzeigen und Strafanträge

En 2003, la Chambre pénale des mineurs a inscrit 2084 affaires au rôle (1830 en 2002) concernant 1420 enfants ou adolescents (1257 en 2001).

*2003 wurden bei der Jugendstrafkammer 2084 Angelegenheiten anhängig gemacht (2002: 1830), welche 1420 Kinder und Jugendliche betrafen (2002: 1257).*

<b>Répartition par âge et par sexe / Aufteilung nach Alter und Geschlecht</b>	2002	2003
Enfants (7 - 15 ans révolus) / Kinder (7 - 15 Jahre)	399	469
Adolescents (15 - 18 ans révolus) / Jugendliche (16 - 18 Jahre)	1431	1615
Filles/ Mädchen	243	303
Garçons / Knaben	1587	1781
 <b>Répartition linguistique / Aufteilung nach Sprache</b>		
Mineurs de langue allemande / Minderjährige deutscher Sprache, soit le 17,7 % (18,6 % en 2002) / d.h 17,7 % (2002 : 18,6 %)	340	369
Mineurs de langue française / Minderjährige franz. Sprache, soit le 82,3 % (81,4 % en 2002 / d.h.82,3. % (2002 : 81,4 %)	1490	1715
 <b>Répartition selon le domicile / Aufteilung nach Wohnsitz</b>		
Fribourg-Ville / Stadt Freiburg	307	367
Sarine-Campagne / Saane-Land	302	357
Singine / Sense	156	162
Gruyère / Greyerz	186	258
Lac / See	198	199
Broye / Broye	192	197
Glâne / Glane	213	173
Veveyse / Vivisbach	100	171
Autres cantons / Andere Kantone	158	183
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz	18	17
 <b>Total</b>	<b>1830</b>	<b>2084</b>

### 2. Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen

487	500
-----	-----

### 3. Mesures provisoires / Provisorische Massnahmen

Mise en détention préventive / Untersuchungshaft	51	39
Observation / Beobachtung	5	10
Garde provisoire / Vorsorgliche Unterbringung	39	39

### 4. Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1<sup>er</sup> janvier 2003 et celles ouvertes durant l'année, soit au total 2482 (2175 en 2002), ont connu le sort suivant :

*Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2003 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, das heisst insgesamt 2482 (2002: 2175), nahmen folgenden Ausgang :*

	2002	2003
Refus d'ouvrir l'action pénale / <i>Nichtanhandnahme</i>	18	33
Classement / <i>Nichtweiterverfolgung</i>	72	83
Non-lieu / <i>Einstellung</i>	67	96
Retrait de plainte / <i>Klagerückzug</i>	286	378
Dessaisissements / <i>Abtretungen</i>	109	168
Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i>	740	804
Renvois devant le Juge unique ou devant la Chambre / <i>Überweisung an den Einzelrichter oder an die Kammer</i>	485	304
Enquêtes en cours / <i>Hängige Untersuchungen</i>	398	616
<b>Total</b>	<b>2175</b>	<b>2482</b>

## 5. Activité de la Chambre / *Tätigkeit der Kammer*

La Chambre s'est réunie à 8 reprises en 2003 (3 en 2002) et 21 mineurs (6 en 2002) ont été jugés.

*Die Kammer hat 2003 8 mal getagt (2002: 3) und dabei 21 Minderjährige abgeurteilt (2002: 6).*

## 6. Infractions / *Strafbare Handlungen*

### a) Code pénal / *Strafgesetzbuch*

	2002	2003
<b>contre la vie et l'intégrité corporelle / <i>gegen Leib und Leben</i></b>		
Homicide par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	--	
Lésions corporelles simples / <i>Einfache Körperverletzung</i>	11	9
Lésions corporelles graves / <i>Schwere Körperverletzung</i>	--	--
Voies de fait / <i>Tätlichkeiten</i>	8	7
Mise en danger de la vie d'autrui / <i>Gefährdung des Lebens</i>	--	--
Rixe / <i>Raufhandel</i>	13	11
Agression / <i>Angriff</i>	2	--
Remise de substances nocives / <i>Verabreichen</i> <i>Gesundheits- gefährdender Stoffe</i>	1	5
<b>contre le patrimoine / <i>gegen das Vermögen</i></b>		
Appropriation illégitime / <i>Unrechtmässige Aneignung</i>	7	6
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	3	--
Vol (simple: 90; en bande: 6) / <i>Diebstahl</i> <i>(einfacher: 90; bandenmässiger: 6)</i>	61	96
Tentative de vol (simple: 19; en bande: 2) / <i>Diebstahlversuch (einfacher: 19; bandenmässiger: 2)</i>	17	21
Complicité de vol / <i>Gehilfenschaft zum Diebstahl</i>	3	8
Vol d'importance mineure / <i>Geringfügiger Diebstahl</i>	12	34
Brigandage (avec arme:--; en bande : 1) / <i>Raub (bewaffneter: --; bandenmässiger: 1)</i>	--	11
Dommages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	35	60
Escroquerie / <i>Betrug</i>	--	1
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	6	6
Filouterie d'auberge / <i>Zechprellerei</i>	--	1
Obtention frauduleuse d'une prestation / <i>Erschleichen einer Leistung</i>	3	1
Extorsion (dont 2 tentatives) / <i>Erpressung (davon 2 Versuche)</i>	12	15
Recel / <i>Hehlerei</i>	16	14

	2002	2003
<b>contre l'honneur et le domaine secret ou privé / gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich</b>		
Diffamation / <i>Üble Nachrede</i>	--	1
Calomnie / <i>Verleumdung</i>	--	--
Injure / <i>Beschimpfung</i>	9	21
Abus du téléphone / <i>Missbrauch des Telefons</i>	--	2
<b>contre la liberté / gegen die Freiheit</b>		
Menaces / <i>Drohung</i>	15	17
Contrainte / <i>Nötigung</i>	--	2
Séquestration / <i>Freiheitsberaubung</i>	--	1
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	22	52
<b>contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität</b>		
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>Sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	2	14
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	2	4
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	3	11
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	1	--
Pornographie / <i>Pornographie</i>	1	--
Désagréments causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	--	1
Inceste / <i>Inzest</i>	--	--
<b>créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen</b>		
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	1	5
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	15	5
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	2	--
<b>Fausse monnaie. falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht</b>		
Fabrication et mise en circulation de fausse monnaie / <i>Geldfälschung und In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	2	2
<b>Faux dans les titres / Urkundenfälschung</b>		
Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	1	--
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	3	4
<b>contre les communications et la paix publiques / gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden</b>		
Entrave à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	--	--
Entrave aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	2	6
Actes préparatoires délictueux / <i>Strafbare Vorbereitungshandlungen</i>	--	--
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	--	--
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	--	1
<b>contre l'autorité publique / gegen die öffentliche Gewalt</b>		
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	4	6
Opposition aux actes de l'autorité / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	3	11
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	11	9

**contre l'administration de la justice /****gegen die Rechtspflege**

Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	1	--
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	--	5
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	1	1

**b) Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze**

• sur les stupéfiants / <i>Betäubungsmittel</i>	273	315
Crimes et délits: 24; Contraventions: 291/ <i>Verbrechen und Vergehen: 24; Übertretungen: 291</i>		
	2002	2003
• sur la circulation routière / <i>Strassenverkehr</i>		
Vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>	29	53
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	103	95
Conduite en état d'ivresse / <i>Fahren in angetrunkenem Zustand</i>	13	16
Infractions suivies d'accident / <i>von einem Unfall gefolgte strafbare Handlungen</i>	70	73
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	261	242
• sur le séjour et l'établissement des étrangers / <i>Aufenthalt und Niederlassung von Ausländern</i>	22	11
• sur les armes / <i>Waffen</i>	15	16
• sur les transports publics / <i>Transportgesetz</i>	84	91
• sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	14	29
• sur la navigation intérieure / <i>Binnenschifffahrt</i>	2	8
• sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	1	--
• sur la protection de l'environnement / <i>Umweltschutzgesetz</i>	--	--

**c) Lois cantonales / kantonale Gesetze**

	2002	2003
• sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	27	26
• sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	2	--
• d'application du CP / <i>EGStGB</i>	41	54
• d'application du CC / <i>EGZGB</i>	1	10
• sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	13	12
• autres lois cantonales / <i>andere kantonale Gesetze</i>	5	6

**7. Décisions rendues par le Juge unique et par la Chambre /  
Durch den Einzelrichter und die Kammer gefällte Entscheide****I. Jugements / Urteile**

	2002	2003
<b>Mesures éducatives / Erziehungsmassnahmen</b>		
Assistance éducative / <i>Erziehungshilfe</i>	10	14
Maintien de l'assistance éducative / <i>Beibehaltung der Erziehungshilfe</i>	10	4
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	--	--
Renvoi dans une maison d'éducation / <i>Einweisung in ein Erziehungsheim</i>	2	4
Maintien dans une maison d'éducation <i>Beibehaltung in ein Erziehungsheim</i>	--	4
Changement de mesure / <i>Änderung der Massnahme</i>	--	--
Traitement spécial / <i>Besondere Behandlung</i>	3	4
Patronage / <i>Schutzaufsicht</i>	11	14

<b>Peines / Strafen</b>		
Réprimande / <i>Verweis</i>	30	23
Astreinte à un travail / <i>Verpflichtung zu einer Arbeitsleistung</i>	53	74
Amende avec sursis / <i>Busse mit bedingtem Vollzug</i>	11	1
Amende sans sursis / <i>Busse mit unbedingtem Vollzug</i>	24	32
Détention avec sursis / <i>Einschliessung mit bedingtem Vollzug</i>	31	29
Détention sans sursis / <i>Einschliessung mit unbedingtem Vollzug</i>	26	31
Cours d'éducation routière / <i>Verkehrserziehungskurs</i>	--	1
<b>Renonciation à toute peine ou mesure / Absehen von jeder Massnahme oder Strafe</b>	17	8
<b>Ajournement des sanctions / Aufschub der Anordnung einer Strafe oder Massnahme</b>	2	1
<b>Acquittement / Freispruch</b>	19	24
<b>Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide</b>	2002	2003
Inscription au casier judiciaire / <i>Eintragung ins Strafregister</i>	29	44
Radiation du casier judiciaire / <i>Löschung im Strafregister</i>	--	--
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	6	12
Renonciation à révoquer le sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	3	4
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	2	1
Refus de radiation du casier judiciaire / <i>Verweigerung der Löschung im Strafregister</i>	--	--
Libération conditionnelle accordée / <i>Bedingte Freilassung gewährt</i>	6	3
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / <i>Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen</i>	1	--
Fin de mesure / <i>Beendigung der Massnahme</i>	19	21
Fin de patronage / <i>Beendigung der Schutzaufsicht</i>	7	4
Conversion d'amende en détention / <i>Umwandlung der Busse in Haft</i>	--	--
<b>II. Ordonnances pénales / Strafbefehle</b>		
• infligeant une réprimande / <i>Verhängung eines Verweises</i>	285	273
• infligeant une amende / <i>Verhängung einer Busse</i>	327	283
• astreignant à un travail / <i>Verhängung einer Arbeitsleistung</i>	20	108
• astreignant à un cours d'éducation routière / <i>Verhängung eines Verkehrserziehungskurses</i>	39	34
• Renonciation à toute peine / <i>Absehen von jeder Strafe</i>	32	39
<b>III. Cours d'éducation routière / Verkehrserziehungskurse</b>		
Ordonnés par la police et contrôlés par le Juge / <i>Von der Polizei angeordnet und vom Richter überwacht</i>	64	34



# G. Préfectures / Oberämter

## Activité judiciaire des préfets Richterliche Tätigkeit der Oberamtmänner

	Sarine Sarine	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Vevayse Vivisbach	Total
<b>Plaintes et dénonciations / Strafanträge und Strafanzeigen</b>								
<b>1. Tentatives de conciliation / Schlichtungsversuche</b>	<b>429</b>	<b>67</b>	<b>148</b>	<b>160</b>	<b>57</b>	<b>119</b>	<b>61</b>	<b>1041</b>
ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	268	33	82	44	29	42	27	525
ayant échoué, transmises au juge compétent / <i>gescheitert, dem zuständigen Richter übermittelt</i>	151	31	48	112	9	42	28	421
en suspens / <i>hängig</i>	10	3	18	4	19	35	6	95
<b>2. Transmises d'office au juge compétent / von Amtes wegen dem zuständigen Richter übermittelt</b>	<b>201</b>	<b>68</b>	<b>139</b>	<b>75</b>	<b>13</b>	<b>32</b>	<b>54</b>	<b>582</b>
<b>3. Ordonnances pénales / Strafbefehle</b>	<b>7951</b>	<b>931</b>	<b>1380</b>	<b>921</b>	<b>310</b>	<b>953</b>	<b>336</b>	<b>12782</b>
définitive / <i>endgültige</i>	7810	911	1351	886	288	930	327	12503
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben, Akten dem Richter übermittelt</i>	141	20	29	35	22	23	9	279
<b>TOTAL</b>	<b>8581</b>	<b>1066</b>	<b>1667</b>	<b>1156</b>	<b>380</b>	<b>1104</b>	<b>451</b>	<b>14405</b>

### Notices explicatives concernant le tableau

#### 1. Première rubrique : tentatives de conciliation

S'agissant des infractions qui, selon le code pénal suisse, ne se poursuivent que sur plainte, le préfet est, en procédure fribourgeoise (art. 149 al. 1 CPP), le magistrat conciliateur. Si la conciliation aboutit, le préfet statue sur les frais (art. 149 al. 3 CPP). Si la tentative de conciliation échoue, le préfet transmet la plainte au juge compétent.

#### 2. Deuxième rubrique: dénonciations transmises d'office au juge compétent

Il arrive souvent que des dénonciateurs nantissent le préfet de leurs doléances, alors que celui-ci n'est pas compétent pour les traiter. Dans de tels cas, le préfet transmettra aussitôt la dénonciation au juge compétent.

#### 3. Troisième rubrique: ordonnances pénales

Dans les affaires de leur compétence, en matière de circulation routière notamment, les préfets peuvent, sur la base des pièces, rendre une ordonnance sommaire fixant la peine et statuant sur les frais. Non frappées d'opposition, ces ordonnances deviennent définitives passé le délai de trente jours (art. 192 CPP).

Si, au contraire, le condamné use de son droit d'opposition, le préfet doit renvoyer la cause en jugement ou renoncer à la poursuite pénale (art. 194 al. 2 CPP). Lorsque les éléments fournis à l'appui de l'opposition nécessitent des opérations d'instruction, le préfet transmet le dossier au juge d'instruction (art. 194 al. 3 CPP).

## **Ergänzende Erklärungen zu vorstehender Tabelle**

### **1. Erste Spalte: Vermittlungsversuche**

*Handelt es sich um eine nur auf Antrag verfolgbare Straftat, so schreitet der Oberamtmann zunächst zu einem Vermittlungsversuch (Art. 149 Abs. 1 StPO). Wird der Strafantrag zurückgezogen, so entscheidet der Oberamtmann über die Kostenfrage (Art. 149 Abs. 3 StPO). Wird der Strafantrag nicht zurückgezogen, so überweist der Oberamtmann die Strafsache dem zuständigen Richter.*

### **2. Zweite Spalte: Überweisung von Amtes wegen**

*Oft wird dem Oberamtmann die Begehung einer von Amtes wegen verfolgaren Straftat bekannt oder gemeldet, für deren Beurteilung er nicht zuständig ist. Solche Fälle hat der Oberamtmann unverzüglich dem zuständigen Richter zu überweisen.*

### **3. Dritte Spalte: Strafbefehle**

*Der Oberamtmann kann in Angelegenheiten, die in seine Zuständigkeit fallen, hauptsächlich bei leichteren Verstößen gegen das Strassenverkehrs-gesetz, Strafbefehle erlassen, in welchen er die Strafe festsetzt und über die Kosten entscheidet. Verlangt der auf diese Art Verurteilte nicht innerhalb von dreissig Tagen das ordentliche Verfahren, erwächst der Strafbefehl in Rechtskraft (Art. 192 StPO).*

*Erhebt der Verurteilte Einsprache gegen den Strafbefehl, hat der Oberamtmann die Sache der urteilenden Behörde zu überweisen oder auf die Strafverfolgung zu verzichten (Art. 194 Abs. 2 StPO). Erfordern die in der Einsprache vorgebrachten Gründe Untersuchungshandlungen, so übermittelt der Oberamtmann die Akten dem Untersuchungsrichter (Art. 194 Abs. 3 StPO).*

## **REGLEMENTS, CIRCULAIRES, DIRECTIVES ET RECOMMANDATIONS/**

## **REGLEMENTE, RUNDSCHREIBEN, RICHTLINIEN UND EMPFEHLUNGEN**

---

Coût des expertises - Information à donner au Président de l'Office des juges d'instruction	page 116
Kosten von Gutachten - Information des Präsidenten des Untersuchungsrichteramtes	Seite 117

### **Coût des expertises - Information à donner au Président de l'Office des juges d'instruction Directives de la Chambre pénale**

---

Aux juges d'instruction

Les frais d'expertises liées à l'activité du Pouvoir judiciaire en matière pénale se situent pour la plupart dans des montants inférieurs à 10'000 francs. Mais, dans certaines affaires, ces frais ont largement excédé ce montant.

Dès lors, avant d'engager une expertise coûteuse, il convient de bien circonscrire le mandat, de négocier un tarif forfaitaire puis, si le coût devisé dépasse 10'000 francs, d'informer le président de l'Office, compétent pour contrôler les comptes de l'Office (art. 4 let. e du Règlement de l'Office).

Fribourg, le 3 juin 2003

Le Greffier :  
**Charles Geismann**

Le Président :  
**Roland Henninger**

## **Kosten von Gutachten - Information des Präsidenten des Untersuchungsrichteramtes Richtlinien der Strafkammer**

---

An die Untersuchungsrichter

In den meisten Fällen belaufen sich die Kosten von Gutachten, die im Bereich des Gerichtswesens in Strafsachen in Auftrag gegeben werden, auf weniger als Fr. 10'000.—. In einigen Angelegenheiten haben diese Kosten den vorgenannten Betrag allerdings deutlich überschritten.

Wir fordern Sie deshalb auf, vor der Anordnung eines kostspieligen Gutachtens den Auftrag des Gutachters genau zu umschreiben, eine Pauschalentschädigung auszuhandeln und, falls die vom Gutachter veranschlagten Kosten Fr. 10'000.— überschreiten, den Präsidenten des Untersuchungsrichteramtes zu informieren, welcher die Kontrolle über die Rechnungen des Amtes ausübt (Art. 4 lit. e des Reglements des Untersuchungsrichteramtes).

Freiburg, 3. Juni 2003

Der Gerichtsschreiber :  
**Charles Geismann**

Der Präsident :  
**Roland Henninger**